

ESPACE de libertés

Mensuel du Centre d'Action Laïque / SEPTEMBRE 2021 / N°501

Dossier

Éduquer, oser, rebondir

Grand entretien avec

Jean Birnbaum

Je ne suis pas complotiste, mais...



3 Édito

Préserver les droits de l'enfant : une urgence planétaire. SANDRA EVRARD

4 Quoi ?!

6 Grand entretien

La révolution, par la nuance. Le journaliste français Jean Birnbaum en appelle à la fraternité solidaire : nous ne sommes pas obligés de choisir un camp ! SANDRA EVRARD

10 Dossier

Éduquer, oser, rebondir

Un, deux, trois, et puis on fait quoi déjà ? En matière d'enseignement, d'éducation parentale ou permanente... les règles sont aussi variées que celles de la marelle. Pour s'élever intellectuellement – et donner à tout le monde les chances de le faire –, pour grandir, comprendre et changer le cours du monde, rien de tel qu'un palet de libre examen. Et une bonne dose d'audace.



46 Libres ensemble

Corps de classes, corps qui classent. Un homme interroge le rapport subjectif qu'il entretient avec son propre corps, à la croisée de la masculinité hégémonique et des trajectoires sociales. ANTOINE CORTOT

49 Humain, bien humain. Médecin généticien fêru d'éthique, Axel Khan laisse derrière lui un héritage fort en sagesse. CATHERINE HAXHE

53 Je ne suis pas complotiste, mais... Pourquoi sommes-nous sensibles aux théories du complot ? Éléments de réponse dans notre cerveau, de nos biais cognitifs à nos besoins sociaux. FRANÇOIS DEBRAS

58 International

60 Le sport comme refuge. Sortir du camp, s'entraîner, se surpasser. Autour de Mória 2.0 et dans les rues d'Athènes, l'endorphine rend la vie un peu moins rude. DARIO ANTONELLI ET GIACOMO SINI

64 Élections allemandes : tous les voyants au vert. Les Allemands ne parlent que de climat pour l'après-Merkel. Vous la voyez venir, la marée verte ? CHRISTOPHE BOURDOISEAU

67 Relations Églises-États : l'Europe des disparités. Les voyages sans quitter son siège, on connaît maintenant ! Neuf pays d'un coup, ça vous dit ? PHILIPPE FOUSSIER

70 Culture

72 Impossible ? Pas possible. Avant le confinement, Thierry Michel est retourné en classe filmer le quotidien d'élèves à qui l'on donne une dernière chance. FRÉDÉRIC VANDECASSERIE

75 Folies en scène. Le Théâtre du Code lui aussi s'invite à l'école pour démonter les stéréotypes sur les problèmes psychiatriques. Un pari pas fou pour un sou ! AMÉLIE DOGOT ET NICOLAS FRANCHOMME

78 Des idées et des mots

80 Coup de pholie

Infrastructure mon amour. LAURENT DE SUTTER

Préserver les droits de l'enfant : une urgence planétaire

En ce début d'année scolaire, se focaliser sur les plus jeunes est usuel. Le meilleur que nous pouvons leur souhaiter est certainement de pouvoir (enfin !) bénéficier d'un cursus éducationnel plus stable. D'après l'Unesco, 90 % des enfants ont vu leur éducation perturbée par la pandémie. Différentes études publiées à l'orée de l'été pointaient en effet les conséquences délétères de la pandémie sur les jeunes générations. À l'échelle mondiale, selon l'ONG KidsRights, les conséquences ont d'ailleurs été bien pires que prévu, avec 168 millions d'enfants qui n'ont pas pu se rendre à l'école à cause de la pandémie, et 142 millions qui se sont trouvés en situation de privation matérielle, puisque pour un certain nombre d'entre eux, le repas servi à l'école constitue le seul de la journée. Cet accroissement de la pauvreté s'est couplé à l'augmentation des violences domestiques et des abus sexuels, plongeant ainsi des milliers d'enfants dans une grande précarité. « La relance éducative est la clé pour éviter une catastrophe générationnelle », a souligné Marc Dullaert, le président de l'ONG.

En ce qui concerne l'Union européenne, les États membres s'accordent également sur ce constat, rappelant au passage la nécessité de garantir l'égalité d'accès à tou.te.s, y compris pour les enfants roms et de migrant.e.s. Car si nos droits fondamentaux sont ébranlés par cette crise, ceux des plus fragiles, notamment ceux des plus jeunes, le sont encore plus drastiquement. Selon l'Unicef, « si nous n'agissons pas maintenant, cette crise sanitaire risque de se transformer en crise des droits de l'enfant ». D'autant plus dans les régions les plus pauvres où les droits acquis ces dernières décennies ont beaucoup régressé en quelques mois. Toutes ces organisations en appellent à la vigilance et à l'action des États afin que les conséquences de cette pandémie ne s'aggravent pas les prochaines années.

Parmi les défis qui doivent retenir toute notre attention aujourd'hui, l'école gratuite et accessible de manière égalitaire, de même que l'accès à Internet pour poursuivre l'enseignement en ligne lorsqu'il n'y a plus d'autre choix sont essentiels. À l'échelle de la Belgique, privilégiée comparativement à d'autres régions du monde, nous devons veiller à garantir et à améliorer l'égalité entre tous les enfants puisque ici également, ce sont les plus précarisés qui ont subi de plein fouet les répercussions de la crise sanitaire. Les outiller pour leur permettre de développer leur esprit critique en vue de construire une citoyenneté active à même de relever les nouveaux enjeux sociétaux qui nous attendent est nécessaire pour tous.

C'est leur avenir qui est en jeu, et par conséquent, le nôtre. Ces jeunes et ces enfants sont nos enseignant.e.s, nos médecins, nos ingénieur.e.s, nos informaticien.ne.s, nos dirigeant.e.s de demain. Tâchons de veiller sur eux, comme nous voudrions qu'ils veillent sur nous plus tard ! 🌱

Opinion

Deux heures de CPC : pourquoi est-ce nécessaire ?

On se rappelle souvent de l'importance de ce cours lorsque des problèmes de société – attentats, radicalisation, harcèlement – surgissent et interrogent les plus jeunes. Pourtant, le cours de philosophie et de citoyenneté (CPC) serait avantageux à tout moment et pour tous les élèves. Pourquoi deux heures sont-elles indispensables ? Réponses de Joseph Thonon, président de la CGSP-Enseignement.

« Le référentiel du programme du CPC est formidable, mais il nécessite deux heures pour l'appliquer et malheureusement, avec le dispositif actuel, les élèves sont dispersés durant la deuxième heure et peu d'entre eux en bénéficient. Elles sont pourtant essentielles pour couvrir toute la matière qui a pour objectif l'intégration de tous les élèves dans la société. N'oubliez pas que le décret "Missions" prévoit qu'il s'agit là d'une mission de l'enseignement. Tous les ministres de l'Enseignement, que ce soit Caroline Désir ou la précédente, sont d'accord sur le fait qu'une heure de cours est insuffisante et cela vaut aussi pour les sciences, la religion et le CPC. Cela ne devrait plus exister. Deux heures sont nécessaires pour donner de la consistance au cours. N'oublions pas que nous sommes passés d'"un cours de rien" à l'idée de deux heures de cours.

Selon l'enquête menée auprès de 300 enseignants par le Centre d'Action Laïque voici quelques semaines, environ 80 % d'entre eux se montraient positifs envers ce cours, même dans le réseau libre confessionnel. Lorsque l'on discute avec le patron du Secrétariat général de l'enseignement catholique (SEGEC), il reconnaît à demi-mot qu'il a peut-être fait une erreur de refuser le CPC. Mais il va être compliqué de revenir en arrière, à moins qu'on le contraigne à accepter les deux heures. En fin de compte, c'est un cours comme celui de maths ou de français, donc pourquoi l'enseignement catholique ne l'organise-t-il pas ?

Je pense qu'il faudra une volonté politique pour imposer ce cours au réseau libre. Mais allons-y par étapes, il est déjà positif qu'il y ait une résolution



© Belga

de passer à deux heures dans l'officiel. Il s'agira ensuite de convaincre l'enseignement catholique. » (vc)

*Libres,
ensemble*

Retrouvez l'intégralité de cette interview dans l'émission « Deux heures de philo et citoyenneté : quelle décision politique ? » diffusée le 19 juin, en podcast sur www.libresensemble.be.

Décoloniser l'Université pas à pas

À chaque coin de rue, des noms et des monuments racontent l'histoire de notre pays et forgent notre mémoire collective. Depuis des années, le Collectif mémoire coloniale et lutte contre les discriminations (CMCLCD) organise des visites de l'espace public afin d'interpeller les esprits et de déconstruire le passé colonial. En 2020, la thématique de la journée de la coopération de l'ULB était la décolonisation. « Dans ce cadre-là, j'avais proposé de faire une visite guidée du campus avec le collectif CMCLCD qui avait déjà préparé et construit un parcours à l'Université. C'est le confinement qui nous a donné l'idée de faire le podcast », explique Audrey Villance d'ULB-Coopération. Grande nouveauté, depuis le 26 juillet dernier : la visite guidée décoloniale de l'ULB est disponible en ligne sous la forme d'un podcast. Durant 90 minutes, les auditeurs et auditrices peuvent explorer neuf lieux emblématiques du campus du Solbosch. L'occasion de saisir leurs connexions avec l'histoire coloniale belge au Congo et la légitimation du système au travers de l'anthropologie, la botanique, la zoologie, la minéralogie... À vos casques, prêts, décolonisez ! (ad)

Vague d'apostasie en Pologne

« J'ai toujours considéré la religion comme étant un sujet intime. Et en fait, je m'aperçois que ce n'est pas si intime que cela et que cela devient un argument pour justifier l'implication de l'institution catholique en

politique », explique Marta, une Polonaise de 33 ans qui a récemment demandé l'apostasie. Bien que l'Église polonaise se refuse à communiquer le nombre de requêtes, les Polonaises et Polonais sont de plus en plus nombreux à introduire une telle demande de renoncement à la doctrine catholique. Le soutien de l'Église à la nouvelle loi anti-avortement, conjugué à plusieurs scandales d'abus sexuels et aux discriminations envers les LGBTQI+ provoque une hausse de la défiance de certains catholiques vis-à-vis de l'institution. Même si une partie de l'épiscopat est composé de modérés qui ne souhaitent pas l'implication de la religion en politique, les ultras font toujours mouche au sein de la coalition conservatrice, mais nettement moins chez les citoyen.ne.s qui préfèrent désertier l'Église. Grosse crise de foi ? Peut-être pas, mais l'indigestion est populaire. (ad)

Jeu haram et fatwa 2.0

Autre histoire de popularité : celle de Fortnite qui ne cesse de croître à travers le monde depuis sa création en 2017 par Epic Games. Le jeu en ligne transcende les barrières linguistiques, les cultures et même les religions. Une vidéo, devenue virale en 2019, montrant une combattante armée d'une faux se promenant dans un complexe ressemblant à la grande mosquée de La Mecque, avec la célèbre Kaaba, est remontée récemment jusqu'au ministère du Tourisme et de l'Économie créative indonésien. « Ce jeu est une insulte à l'islam ! » a déclaré le ministre Sandiaga Uno avant d'exiger son interdiction pour cause d'incitation à la violence. Les concepteurs de Fortnite Middle East se sont excusés en mettant en avant le mode créatif ayant permis à un joueur de construire le lieu le plus sacré de l'islam, cette version ne faisant donc pas partie du contenu original du jeu. On ne donne pas cher de la peau du créatif anonyme s'il est retrouvé... Malgré ces explications, les rumeurs et accusations se sont répandues comme une traînée de poudre dans le monde réel. En Égypte, l'institution de référence de l'islam sunnite, à savoir la mosquée Al Ahzar, a lancé depuis une fatwa numérique contre Fortnite. Si l'enfer est pavé de bonnes intentions, le paradis des gamers, lui, est désormais pavé d'interdictions. (ad)

La révolution, par la nuance

Nous risquons de nous diriger vers un « monde dur », plus cruel, met en garde Jean Birnbaum, journaliste au « Monde » et auteur du « Courage de la nuance ». Chacun optant pour un camp pour faire face à l'ennemi choisi, sans faire dans la dentelle. Et pourtant, ce courage de la nuance, cette éthique de la vérité, de la complexité permettraient de nous préserver de la barbarie des meutes et des radicalisations identitaires. La seule position subversive qui puisse créer de l'émancipation et de la liberté.

Par Sandra Evrard
Rédactrice en chef

Vous revendiquez *Le Courage de la nuance* dans votre dernier ouvrage. Pourquoi cette thématique ?

Je ne pars jamais de thèse que j'ai envie de poser ou d'une théorie, mais d'une expérience vécue, exactement comme je l'avais fait pour le livre *Un silence religieux*. Je sentais une espèce de point aveugle de ma culture politique de gauche à l'égard de tout ce qui était religieux. Après des débats sur ces questions, j'ai ressenti une sensation d'étouffement, avec l'impression que l'on ne pouvait plus vraiment faire droit à la parole de l'autre, à la contradiction dans sa complexité. Il y avait une sorte de *realpolitik* qui était en train de s'installer, où chacun se choisissait un petit ennemi principal et des alliés de fortune, où le débat n'était plus un débat, où le slogan répondait tout le temps au slogan, que la mauvaise foi proliférait. Et je me suis dit que si j'étouffais, je ne

devais pas être le seul. J'ai donc écrit ce livre en me disant qu'il devait y avoir une fraternité souterraine des gens qui étouffent dans leur coin, en ce moment, dans ce débat idéologique épouvantable, cette crispation de l'esprit, de la discussion. Et en miroir, je suis allé chercher des textes, des auteurs qui ont aussi refusé d'appartenir à un camp ou à un autre, d'être assignés à résidence idéologiquement, dans une sorte de fraternité solitaire.

Vous utilisez un terme qui est celui de se sentir « vitrifié », ce qui est assez parlant. Est-ce dû aux réseaux sociaux qui radicalisent ?

Je pense que les réseaux sociaux ne sont que le miroir déformant et l'accélérateur de tout. Et c'est en effet quelque chose qui radicalise les positions. Avant, sur les réseaux sociaux, on pouvait se laisser bousculer, tout le monde n'était pas assi-



Journaliste et essayiste français, Jean Birnbaum est directeur depuis 2011 du « Monde des livres », supplément hebdomadaire du journal « Le Monde ». Franchise, culture du doute et antidogmatisme font partie des valeurs qu'il prône.

gné dans son petit camp idéologique, sa petite identité. Maintenant, c'est devenu un combat, le *clash*. Il y a d'autres périodes dans l'histoire, comme celles de la guerre froide ou des années 1930, où il y avait cette espèce d'ambiance de suspicion, de haine un peu généralisée. Je ne veux pas avoir l'air de faire du *pathos* apocalyptique, mais j'ai été élevé dans la mémoire de la guerre d'Espagne, qui était le laboratoire de ce qui allait arriver par la suite. Un événement matriciel qui a une signification bien au-delà de ce qui semble être le cas dans l'immédiat. Et j'ai l'impression que l'on n'a pas pris la mesure de ce qui s'est passé en Syrie, avec ses 500 000 morts, ses générations traumatisées, ses torturés... À l'échelle mondiale, il y a quelque chose de dur qui est en train de se mettre en place. Je cite d'ailleurs cette formule de Georges Bernanos : « Notre monde est mûr pour toutes formes de cruauté. » Prenons encore l'exemple de la Biélorussie : en pleine Europe, des prisonniers essayent

de s'ouvrir les veines parce qu'ils ne veulent plus être torturés. On en est là : on s'habitue au pire, à des choses épouvantables. Je pense que d'une manière ou d'une autre, de façon presque animale, nous sentons que quelque chose de dur s'annonce et que dans ces périodes-là, systématiquement, une ambiance de pré-guerre civile se met en place. On observe une espèce de brutalisation des choses, où l'on sent qu'il n'est plus temps de discuter, de faire dans la nuance. Il faut choisir son menu principal.

Après la Seconde Guerre mondiale, on affirmait : « Plus jamais ça », on se demandait : « Comment cela a pu arriver ? », on se justifiait : « On ne savait pas. » Maintenant, on sait tout. Avez-vous l'impression de contempler l'histoire en marche et d'être un peu impuissant face à cela ?

Complètement ! Effectivement, on devrait tirer les leçons du XX^e siècle et

ce n'est pas le cas. Je fais référence au livre de Jean Hatzfeld, sur le Rwanda, *Dans le nu de la vie*. Il y évoque un instituteur qui me parle beaucoup lorsqu'il affirme : « Avant le génocide, j'enseignais les fils des Lumières, Rousseau, Voltaire, Diderot... » Je croyais que les Lumières étaient une interface, que la culture aidait à faire face à la barbarie. Avec le génocide, j'ai compris que la culture ne préservait pas de la barbarie, qu'elle la rend simplement plus efficace. » Pour moi, le courage de la nuance prend ici tout son sens. Ce n'est pas un truc mou : lorsque nous sommes dans des périodes d'étouffement ou de violences sanglantes, il faut avoir le courage d'introduire quelque chose qui n'est pas manichéen. Et ne serait-ce qu'en prenant la complexité des choses en compte, on introduit du courage. Les philosophes des Lumières étaient capables de poser la question du mal. Aujourd'hui, celle-ci a l'air d'être une question religieuse complètement *has been*. Mais en fait, les grands philosophes qui héritent du XX^e siècle totalitaire ne peuvent pas ne pas se la poser. Le courage de la nuance, c'est le courage de nommer les choses, une éthique de la vérité et du texte. Mais c'est aussi le courage de prendre en compte la part obscure de notre humanité.

Cette part obscure est-elle à la base de cette radicalisation des opinions, mais aussi des identités, qu'elles soient communautaires ou religieuses ?

C'est vrai qu'actuellement, il y a une espèce de tropisme identitaire, une façon de se cramponner aux commu-

nautés qui a sa part d'émancipation, de justice et de révolte tout à fait digne. Mais, en même temps, il y a une manière de se révolter contre les Lumières, de vouloir en finir avec elles en tant qu'héritage européen et occidental qui est incroyablement naïf et dangereux, par manque de mémoire. Je pense qu'aujourd'hui, la meilleure manière de défendre les Lumières, c'est de montrer à ceux qui leur sont hostiles, de façon un peu « bête » et amnésique, que souvent leurs objectifs coïncident avec le meilleur des Lumières, si tant est que l'on se donne la force et le courage de se souvenir. Mais j'ai aussi l'impression qu'en ce moment, cette espèce de fanatisme, de crispation idéologique ou politique provient de gens qui ont un cadre de pensée souvent très rigide. Et que l'on souffre aussi beaucoup d'une pensée limitée par une sorte de cadre dans lequel on ne peut débiter que des clichés, avec des phrases figées, vitrifiées, comme encerclées par elles-mêmes et coïncidant avec des préjugés, proche de la bêtise en fait.

Vous citez Albert Camus, avec cette phrase qui me semble résumer votre propos : « Nous étions parmi des gens qui pensent avoir absolument raison. » Ne faut-il pas avoir l'audace ou le courage de dire qu'il y a un problème face à la bêtise aujourd'hui ?

Bernanos parle plutôt de la médiocrité, car il était persuadé que la bêtise n'est pas du tout une faiblesse. Pour lui, la bêtise et la médiocrité constituaient vraiment une puissance spirituelle. Aujourd'hui, quiconque veut avoir le courage de la nuance dans le débat

doit faire face à un mur extrêmement puissant, qui est une espèce de prise du pouvoir de la bêtise. Simplement, là où je mettrais une nuance, c'est que ni Camus ni Bernanos ne confondent la bêtise et la médiocrité avec l'absence de culture. L'intelligence n'est réservée à personne et surtout pas aux gens qui se prétendent cultivés. Hannah Arendt disait toujours : « Je connais assez d'intellectuels pour savoir que beaucoup d'entre eux, et parmi les plus prestigieux, les plus érudits, sont très dociles, très médiocres. » Elle ne voulait plus avoir affaire aux intellectuels, tant elle avait été frappée par la docilité, le charisme et le côté collabo, déjà avant l'heure, de beaucoup d'entre eux. Je pense que la bêtise est aujourd'hui une puissance politique spirituelle redoutable et ravageuse qui prend le pouvoir un peu partout. Mais que cette bêtise ne doit pas être confondue avec l'absence de culture. Et que souvent elle habite des gens extrêmement érudits et cultivés, mais qui sont collés à leurs idées, à leurs préjugés comme une mouche à une vitre, et qui sont incapables de remettre du mouvement, du doute, de la complexité dans leur façon de parler du réel. C'est une sorte de coïncidence avec un soi obscène. Il faut pouvoir bouger, que ce soit par le sens de l'humour ou par l'amitié, se laisser exposer au doute et remettre en question par les autres. Mais, en effet, ces questions de la bêtise et de la haine de l'intelligence font face à un genre de poujadisme ambiant fortement virulent, partout en Europe. Et cela conduit à la mort de la pensée. Cela mène à dire que la seule chose qui pourrait vraiment menacer la société telle qu'elle est et qui pourrait être réellement subversive, ce serait

une révolte qui aurait le courage de la nuance. Au contraire des révoltes fanatiques et des idéologies radicalement offensives, qui ont le fantasme de la table rase, manichéennes et violentes, qui ont toutes échoué en ajoutant du malheur au malheur.

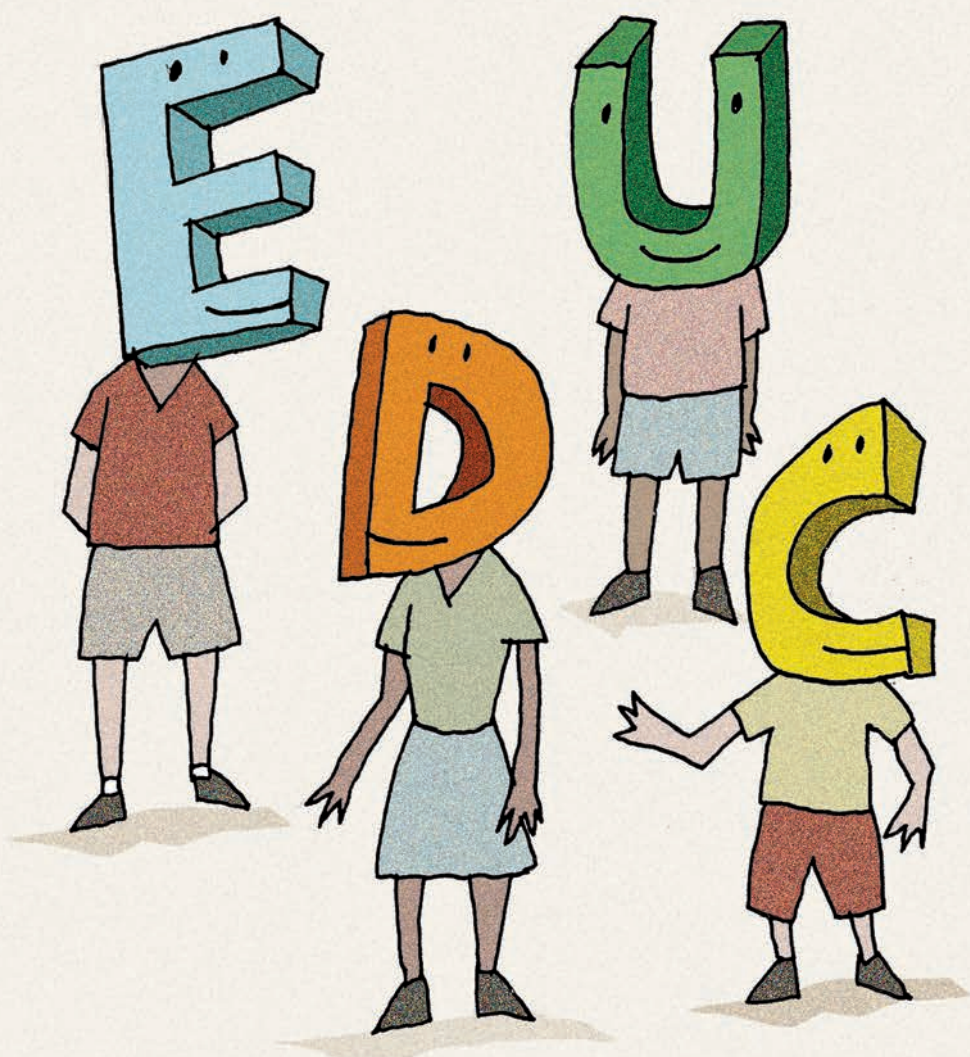
**À qui la bêtise profite-t-elle finalement ?
Ne permet-elle pas aux plus puissants
de mieux s'en sortir en définitive ?**

Bien sûr que la prolifération de la bêtise idéologique et de la surenchère débile du point de vue de la radicalité profite à la société telle qu'elle est et permet aux puissants et aux dominants de dormir tranquilles. Les gens qui prétendent être révoltés par la société actuelle auraient tout intérêt à considérer que le courage de la nuance est celui d'une vraie radicalité, qui peut paraître un peu plus zigzagante, mais qui, en fait, est la seule perspective d'émancipation à l'horizon. Une révolte radicalement indignée par rapport à ce que le monde a d'insupportable, mais qui en même temps appréhenderait le réel dans sa complexité en essayant de construire une émancipation d'autant plus ferme et d'autant plus belle qu'elle est hésitante et qu'elle est travaillée par le doute : je pense que les puissants ne peuvent pas ne pas craindre cela. L'ordre social tel qu'il est, avec ses inégalités, ses injustices, ses situations méprisantes et humiliantes pour une partie de la société, ne sera jamais troublé ou remis en cause par des radicalités qui n'ont pas le courage de la nuance. Donc, effectivement, la bêtise profite toujours aux plus malins et aux plus puissants, au sens cynique du terme. 🌿



Jean Birnbaum,
« Le Courage de la nuance » Paris,
éditions du Seuil,
2021, 144 pages.

Éduquer, oser, rebondir





L'éducation et l'enseignement – les deux sont à distinguer, bien que concomitants – constituent les fondations pour l'élaboration de la société de demain. S'il en fut toujours ainsi, quels sont les enjeux contemporains ? Ils sont nombreux et en mutation, à l'instar de notre société. Lutte contre la désinformation qui divise et nous entraîne en dehors de la raison, combat contre les inégalités qui ont malheureusement tendance à se creuser à nouveau, montée des communautarismes et des différenciations sociales et identitaires : tous ces points d'attention incitent à la vigilance. Prenons garde à ne pas les laisser dans des tiroirs, sans solution, afin que notre société évolue dans un sens positif et constructif. Voilà un vaste chantier pour l'école, mais pas seulement, où se bâtit le vivre ensemble. Car l'éducation nous concerne toutes et tous à différentes échelles. C'est notre plus petit dénominateur commun. (se)

Passer à la postérité

Si l'éducation a pour but d'assurer le lien pérenne entre les générations, comment la penser alors qu'il est évident que demain ne ressemblera pas à hier ? Comment envisager une continuité des savoirs et des habitudes dans un monde en crise ? Peut-on contraindre un élève à apprendre des choses qui sont censées lui servir plus tard, tout en admettant que la société aura tellement changé qu'on ne sait pas si ces acquis lui seront utiles ?

Par Guillaume Lejeune
Animateur - CAL/Charleroi

Au fond, nous ne sommes pas sûrs que nos enseignements soient encore durables. Certains considèrent d'ailleurs que l'éducation est un processus qui doit être sans cesse corrigé. Le concept de recyclage, loin de se restreindre au traitement des déchets, s'applique maintenant à nos formations. Derrière une apparence humaniste, l'objectif d'une *learning society* est de permettre à l'homme de s'adapter aux conditions d'un monde en révolution permanente du fait d'une économie avide de nouveaux marchés. C'est à ce titre que le recyclage et l'éducation permanente sont aujourd'hui en vogue. Ils sont moins l'expression d'une conception d'un homme en perpétuel accomplissement de lui-même que le moyen d'éviter que ce dernier ne freine la croissance économique en ne s'adaptant pas aux moyens techniques de production les plus récents¹. On notera d'ailleurs que le renouvellement permanent des savoirs signifie aussi

l'obsolescence programmée de tout élément de culture, de tout enseignement. Comme le souligne Bernard Stiegler, ce que l'on appelle « société de la connaissance » peut tout aussi bien se lire comme une société de désapprentissage généralisé². Dans un tel contexte, le défi de l'éducation, qui est celui d'une continuité transgénérationnelle, est menacé par la discontinuité dans la formation de l'individu censé faire le pont entre la génération des aïeux et celle à venir.

L'attention, un enjeu crucial

Loin de résister au morcellement de l'expérience cognitive, l'institution scolaire cherche semble-t-il à se donner les moyens de la discontinuité en misant sur un outil numérique que l'on peut aisément reconfigurer. Mais l'investissement massif dans le traitement informatique des données, recommandé par les consultants de cabinets privés, permettra-t-il de

1 Sur ce point, voir Christian Laval, *L'école n'est pas une entreprise*, Paris, La Découverte, 2003.

2 Bernard Stiegler et alii, *L'école, le numérique et la société qui vient*, Paris, Mille et Une Nuits, 2012.

relever les enjeux du présent ou servira-t-il juste à s'adapter au monde de l'entreprise, que ces mêmes consultants conseillent également ? Ne devrait-on pas s'interroger sur les problèmes environnementaux engendrés par des technologies énergivores et sur la dépendance à des firmes privées peu regardantes quand il s'agit des droits humains ? L'incorporation du numérique dans les écoles a pour enjeu de capter l'attention afin de faciliter les fonctions exécutives, mais on peut se demander si cela s'inscrit dans la continuité de notre expérience passée. L'objectif de l'éducation est-il de capter l'attention à n'importe quel prix, voire d'augmenter notre capacité attentionnelle pour faire face au flux

d'informations qui envahissent la société ?

Il n'est pas anodin que les troubles de l'attention soient aujourd'hui un phénomène de société. À quoi bon dès lors proposer des aménagements raisonnables dans un monde déraisonnable ? On ne peut panser l'école sans repenser la société. Quand l'esprit critique se désiste, il faut une école qui résiste et qui ne calque pas ses objectifs sur ceux du marché. Arriver à fixer son attention sur quelque chose est peut-être suffisant pour dépenser, mais pas pour développer une pensée critique. On peut nous conditionner pour que nous nous focalisions sur un sujet, sans que celui-ci ne soit rapporté à notre expérience globale et que le moyen de



notre attention (rilatine, tablette, etc.) ne soit interrogé.

Interroger la logique du monde

En bref, le recentrement de l'éducation sur l'attention ne doit pas occulter le problème sociétal qui en est la cause. À la lumière de celui-ci, il apparaît qu'avant d'investir dans des solutions coûteuses, il importe de bien appréhender la situation dans toute sa complexité. L'instruction publique, que ce soit dans son esprit, dans ses programmes et ses outils, doit ainsi être séparée du monde de l'entreprise pour garder une neutralité critique. Si nos ressources attentionnelles sont limitées et constamment sollicitées par la publicité et les médias, qui nous détournent de la construction d'une vision d'ensemble des choses, l'enjeu majeur de l'école ne sera pas seulement de fixer l'attention, mais d'interroger la logique du monde qui nous entoure. Il s'agira de résister à cette désintégration de l'expérience opérée par la prégnance de médias qui fonctionnent comme « des armes de distraction massive »³ en liant l'objet de l'attention à notre expérience, de façon qu'il devienne le lieu d'une conscientisation. Alors, relier l'objet de notre attention à nos savoirs passés nous permet à nous en tant que sujets d'assurer une continuité critique dans notre expérience du monde.

Une quête commune

Or nous ne sommes portés à exprimer notre expérience sous la puissance d'un « je » que face à l'un de nos semblables. C'est ainsi le désir

Relier l'objet de notre attention à nos savoirs passés nous permet à nous en tant que sujets d'assurer une continuité critique dans notre expérience du monde.

de reconnaissance mutuelle au sein d'une humanité partagée qui nous pousse à reconstruire notre expérience pour pouvoir la communiquer. À l'individualisme de la concurrence, une école humaniste opposera des expériences de coopération basées sur un échange libre de la pensée. La liberté d'expression est à la fois la fin et le moyen de l'éducation. Elle est présente dès que l'éducation n'est pas l'assignation d'une valeur préconçue par un dominant à un dominé, mais la recherche commune du sens. La liberté d'expression est ainsi absolue sitôt qu'elle est comprise comme le ressort d'une culture du dialogue qui nous conduise vers une plus grande humanité, une plus grande compréhension du milieu que l'on compose avec l'autre. Bien plus qu'un cours spécifique, elle nécessite une attention permanente pour permettre à chacun de se donner les moyens de s'exprimer. C'est en étant cultivée que la liberté d'expression sera défendue et pourra favoriser une éducation critique par rapport à notre environnement saturé d'informations, qui, faute de conscience articulée, fait le lit des *fake news*, des discours haineux et des inégalités en tous genres. 🌱

3 Yves Citton, *Pour une écologie de l'attention*, Paris, Points, 2021, p. 69.

Partenariat familles-école : l'impossible pari ?

Le débat n'est pas nouveau. Nombre de directeurs d'écoles et de membres du corps enseignant se plaignent du poids éducatif qu'ils doivent porter face à des familles auxquelles ils reprochent d'être de plus en plus démissionnaires. Mais si l'école et les parents ratent régulièrement leur rendez-vous, il faut reconnaître que la multiplicité des histoires familiales et des cultures, en particulier dans les villes, rend le paradigme toujours plus complexe.

Par Sabine Schrader
Journaliste

1 Philippe Gombert, *L'école et ses stratégies. Les pratiques éducatives des nouvelles classes supérieures*, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 68.

2 Jean-Paul Payet, *École et familles. Une approche sociologique*, Louvain-la-Neuve, De Boeck, 2017.

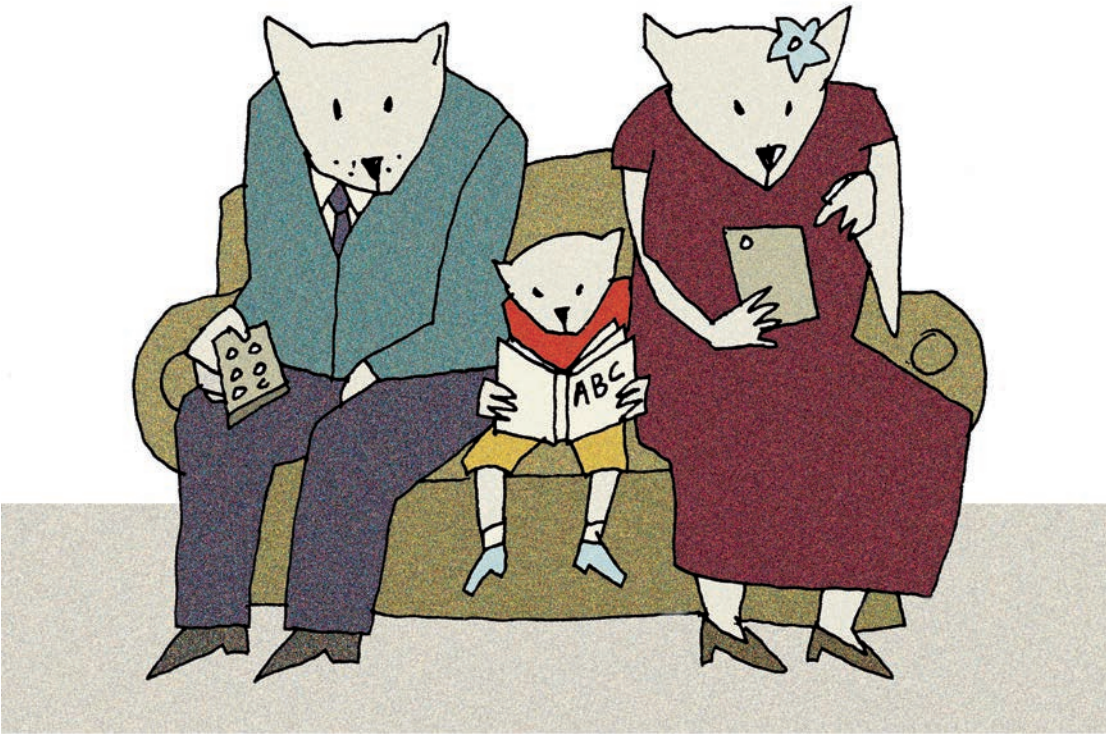
3 Fédération des associations de parents de l'enseignement officiel.

Jusque dans les années 1960, l'enseignement se passait loin des familles. C'était l'époque où l'école transmettait ses valeurs à tous et sans distinction. Depuis, la question de l'implication des parents dans le processus scolaire s'est posée. Vingt ans plus tard, l'idée a été institutionnalisée par la création des associations de parents. «Pendant les années 1960-1970, bien des décideurs politiques et des experts en éducation semblaient mettre l'accent sur le fait que seule l'école pouvait éduquer l'enfant», analysait Philippe Gombert¹. «C'est la recherche qui a mis en évidence le lien entre le milieu familial et la réussite à l'école. Si la famille a une influence tellement importante, on ne peut s'approcher de l'égalité qu'en travaillant avec les parents dans l'éducation des enfants et non en les excluant.»

Mais tous ne sont pas égaux face aux attentes de l'école. Ce sont les parents de milieux favorisés qui réussissent ce partenariat, s'investissant dans les activités, dans les projets scolaires ou les apprentissages de leurs enfants, alors que les familles précarisées, dont sont souvent issus les élèves en échec scolaire, loupent un partenariat avec l'école plus souvent imposé que proposé.

Recréer la confiance entre familles et école

Dans son ouvrage *École et famille*², le sociologue Jean-Paul Payet insiste sur le besoin de cohérence entre les interventions de l'école et celles des parents. Mais Joëlle Lacroix, secrétaire générale de la FAPEO³, soulève la question de ce que l'école entend par cette



«charge éducative» qu'elle semble porter comme un fardeau et s'inquiète de l'aspect normatif de ce que cette idée suppose, alors que les familles sont de plus en plus diversifiées. Dans quelle mesure l'école n'exige-t-elle pas que tous les enfants répondent aux mêmes attentes? Selon Véronique de Thier, chargée de mission à la FAPEO, «les familles sont compétentes. Je n'en connais pas qui ne font pas ce qu'elles peuvent. Mais c'est clair qu'aujourd'hui, pour les enseignants, c'est plus difficile, précisément à cause de cette diversité.»

Patrick Van der Hoeven, inspecteur à la Ville de Bruxelles pour l'enseignement fondamental, constate effectivement des problématiques récentes : «On rencontre davantage des pro-

blèmes liés à l'alimentation, des enfants qui ont des boîtes à goûter dont il faut vérifier le contenu. D'autres sont habillés avec trois pulls en plein été... Il y a aussi ce qui a trait à la courtoisie, au respect de l'environnement...» Questions de société ou de publics de plus en plus diversifiés, il est clair qu'au sein de l'école, ces problématiques sortent du strict cadre pédagogique. Mais peut-on pour autant parler de «démision parentale»? Mieux vaut ne pas céder à la tentation facile de la généralisation. «Les parents peuvent être de bonne foi et simplement manquer de connaissances», explique Maud, travailleuse sociale en AMO. «Je me souviens d'une maman qui ne trouvait pas à Bruxelles les produits de son pays d'origine et qui donnait tous les jours des tartines de pâte à tarti-

4 Service d'actions en milieu ouvert.

ner à son enfant, persuadée de bien le nourrir. C'est un cas courant. L'école a parfois un rôle délicat, car elle est au premier rang pour s'apercevoir de mauvais traitements ou de manquements dans l'éducation d'un enfant, mais que peut-elle faire?»

Jusqu'où l'école est-elle en droit d'aller dans sa mission éducative? L'équilibre est fragile et il s'agit de résister à l'envie d'ingérence. «La difficulté pour certains parents est de trouver une place dans ce que d'aucuns appellent une "alliance éducative" entre école et famille», constate Joëlle Lacroix. Dans la réalité, on n'est pas dans une collaboration, mais plutôt dans le fait d'imposer aux familles certaines valeurs. Parfois en toute bonne foi. Mais le résultat est là : il arrive qu'on décide à la place des parents, surtout dans des milieux défavorisés. «On les traite un peu comme des sous-citoyens sans leur donner la possibilité d'émanciper leurs enfants. Même si ça part d'une bonne intention, on impose un peu ces décisions, alors que cela ne se passerait pas de la même façon avec des familles aisées.» C'est ce que souligne Jean-Paul Payet, qui évoque d'un côté le modèle éducatif de type individualiste participatif non genré, qui crée un lien de connivence entre parents «bobos» et enseignants et, de l'autre, une conception de l'éducation de type vertical et directif, qui s'adresse plutôt aux milieux populaires⁵.

Quand le parent-roi s'invite à l'école

Finalement, ce partenariat familles-école est-il une utopie vieille d'un

demi-siècle, un compromis entre une école qui «colonise» l'éducation en milieu populaire et une école à son tour «colonisée»⁶ par les parents des milieux bourgeois? «Les relations familles-enseignants ont évolué et il arrive qu'il y ait des matières dans lesquelles un parent est plus spécialisé que l'enseignant», indique Joëlle Lacroix. Mais pour certains acteurs de terrain, il est un fait que les parents font porter la responsabilité des échecs de leur enfant au corps enseignant. «Ce phénomène est plus typique des milieux favorisés», explique Patrick Van der Hoeven. «Il s'agit de parents qui vont très vite remettre en cause un résultat et n'hésiteront pas à venir trouver les enseignants ou la direction pour se plaindre d'une décision concernant leur enfant. C'est de plus en plus courant.» Une réalité que Jean-Paul Payet décrit en évoquant le cas de professeurs «domestiqués» par certains parents. Un terme fort, mais qui dénonce l'attitude de ceux appartenant à des milieux favorisés, habitués à des relations de domination qu'ils étendent au domaine de l'enseignement.

Dans tous les cas, pour dépasser ces paradoxes, le partenariat entre école et familles doit passer par la question de la formation des enseignants. «Il faut retrouver cette relation de confiance et revaloriser un métier qui a changé», conclut Véronique de Thier. «Et tenir compte de la dimension désormais pluriculturelle des familles.» En envisageant aussi d'apprendre aux enseignants comment appréhender ces modèles familiaux multiples. Pour éviter que les inégalités ne perdurent. 🌱

⁵ Jean-Paul Payet, *loc. cit.*

⁶ *Ibid.*

Le mirage des super-parents

Présentée comme la recette infaillible pour éduquer son enfant et instaurer la paix familiale, la parentalité positive fait aussi des déçus. Méthode « bisounours » et culpabilisante pour certains, seul modèle permettant à l'enfant de s'épanouir pour d'autres... Et s'il y avait comme un malentendu ?

Par Ludivine Ponciau
Journaliste

Ils pensaient avoir trouvé les clés de la parentalité sans faux pas, mais le miracle ne s'est pas produit. Aujourd'hui, nombre de ces parents qui avaient placé de grandes espérances dans cette approche éducationnelle rassurante témoignent de leur désenchantement.

Du positif, jusqu'à l'overdose ?

« Et puis, un jour, ça vire à l'obsession. Vous mangez parentalité positive, vous dormez éducation bienveillante, vous chiez communication non violente », balance une blogueuse. « La parentalité positive est en train de devenir tendance, il y a de plus en plus de marketing autour de cette notion », relève une autre. « L'éducation bienveillante s'autoproclame meilleur système éducatif possible. Quand je vois que des sites dédiés s'appellent *Les Super-parents* ou *Cool parents make happy kids*, je trouve cela tellement orgueilleux ! », ironise une troisième¹. Pourquoi ont-ils baissé

les bras ? Dans de nombreux cas, l'échec ressenti découlerait d'un sérieux malentendu à propos du concept même d'éducation positive.

Cette approche axée sur le bien-être de l'enfant s'est développée dans le sillage de la communication non violente (CNV) apparue dans les années 1970, mais ne correspond à aucune définition officielle. Dans une vidéo vantant une « méthode de communication infaillible pour rétablir le dialogue et la compréhension avec vos enfants », Isabelle Filliozat, psychothérapeute et autrice d'une trentaine d'ouvrages à succès, définit cette démarche comme le fait d'être « complètement orienté vers le positif » et d'« éviter tout ce qui peut faire peur et faire honte », en opposition à une éducation traditionnelle qui voudrait « détruire nos mauvais penchants » et empêcher l'enfant de « dépasser ses limites ». Les règles à suivre pour devenir des parents « bienveillants » varient sensiblement d'un thérapeute à l'autre, mais les marqueurs restent

¹ LesMontes-souricettes.fr, GirlsMatter.com, Maman.lardons.cz, WeLearn.com.

Tous ces petits trucs et astuces peuvent marcher, mais coûtent une énergie incroyable.

les mêmes : le renoncement aux cris, aux punitions, au chantage et à l'autorité. Et surtout : quoi qu'il arrive, rester positif !

Une méthode binaire et simpliste ?

Infailible ? Un mot qui fait bondir Bruno Humbeeck, psychopédagogue spécialisé dans la prévention des violences familiales et chargé de recherche à l'Université de Mons. Il s'inquiète non seulement de la vision binaire que la méthode suggère (positif opposé à négatif, bienveillant à autoritaire, violent à non violent), mais aussi des dérives d'une approche exclusivement basée sur le positif et le « laisser croître » et des conséquences pour ces parents d'une potentielle désillusion. « Il y a toujours eu des limites au laisser croître. Or, ces bouquins vous donnent l'impression qu'il faut accueillir les émotions toutes puissantes de l'enfant n'importe où, n'importe quand. On arrive alors dans le champ de l'« émocratie », soit le recours à l'émotion pour que le monde se plie à nos pulsions. On vise la satisfaction de l'enfant et on confond la joie et l'épanouissement. Or, ce dernier suppose les crises et les colères. »

Bruno Humbeeck va plus loin encore dans sa critique. Il estime que l'édu-

cation positive, bienveillante, qui ne repose sur aucune base scientifique, est dangereuse, car elle nie les émotions de l'adulte, que l'on rend par ailleurs terriblement responsable. « On distille des recettes simplissimes qui créent du désarroi chez les parents. On leur demande par exemple de transformer systématiquement la douche en jeu... Tous ces petits trucs et astuces peuvent marcher, mais coûtent une énergie incroyable. Les parents sont épuisés, notamment parce que l'enfant n'est pas naturellement altruiste, et en plus ça n'apporte rien à ceux qui ne sont pas en difficulté. »

Des balises pour une vie de famille plus sereine

Papa de deux garçons de 8 et 11 ans, Pascal Cleda s'est beaucoup investi dans la communication non violente après la rupture avec la mère de ses enfants. « J'étais un bon père dans ma vie d'avant. En tout cas lorsque je comparais avec la relation que j'avais avec mon propre père. Le bien-être de mes enfants m'importait, j'étais attentif, aimant..., mais les disputes, les énervements, les punitions faisaient partie du quotidien. Soudain, je me suis retrouvé seul avec deux petits mecs et je me suis dit que je voulais une autre qualité de communication, une autre relation. Cette approche plus positive semblait tomber à pic, même si, ayant vécu une enfance loin de ces concepts, je devais changer complètement de mentalité. »

Après quelques mois de pratique, ce papa a constaté les bienfaits de

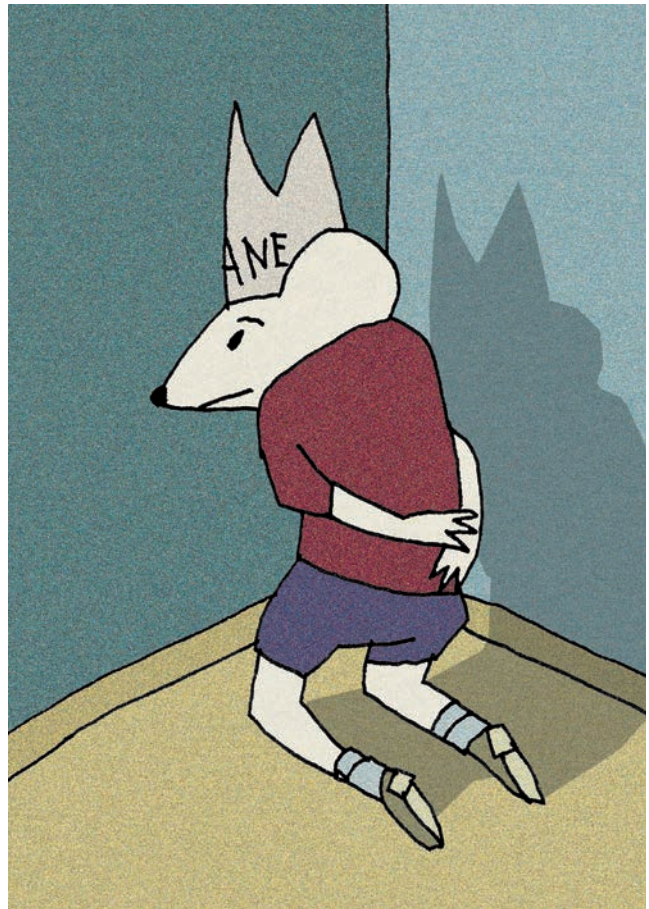
cette manière d'éduquer, mais il en a aussi découvert les contraintes et les limites. Sans y renoncer, il a peu à peu pris du recul par rapport à « ces recettes toutes faites sorties des livres ». « Ça reste des enfants, et distiller ces concepts pour que cela devienne naturel pour eux prend du temps. Or, quand on est soi-même fatigué, tracassé, il est parfois difficile de dépasser ses propres frustrations et de ne pas les faire peser sur les enfants. Après une mauvaise journée, il m'arrivait d'oublier ces grands principes. Le fait d'être un papa solo a aussi été très difficile. Par moment je me sentais fort seul. »

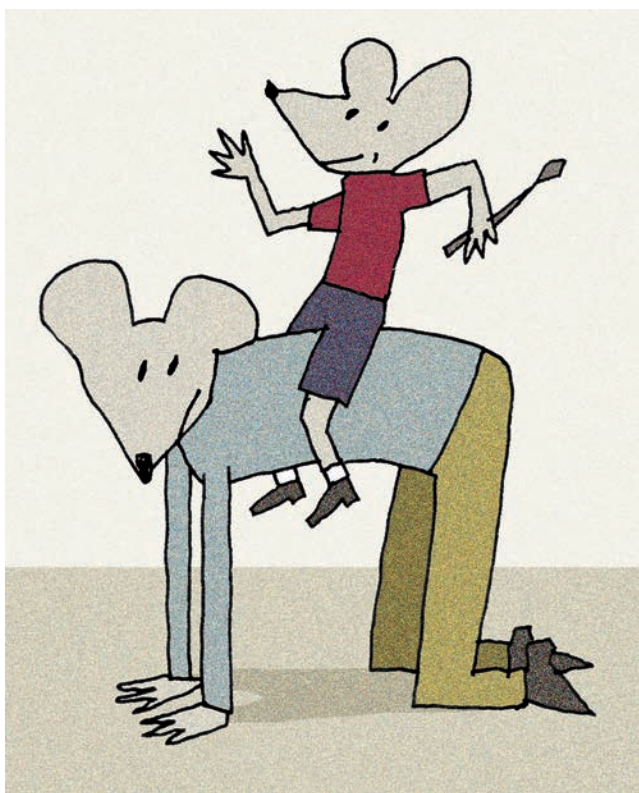
Autonomie et responsabilité

Aujourd'hui, Pascal pratique une éducation positive qu'il cuisine « à sa sauce ». Il a arrêté de prendre ces petites phrases au pied de la lettre, mais continue de s'en inspirer. Elles ne représentent plus des commandements, mais des balises, des outils pour que sa vie de famille soit plus sereine. « J'ai appris à lâcher prise, sans que cela tombe dans le laxisme. À laisser plus d'autonomie aux garçons, en leur fixant un cadre dans lequel ils font leurs propres choix à condition d'en accepter les conséquences, en supprimant les punitions, espérant ainsi qu'ils prennent leur part de responsabilité sans crainte de représailles, qu'ils osent entreprendre, découvrir, se réaliser, en fin de compte. »

Mais tous les enfants sont-ils capables de faire preuve d'une telle autonomie et de supporter le poids

des responsabilités ? « Le problème, quand on suit cette approche positive, c'est que l'enfant va avoir peur de décevoir en suivant d'autres émotions que celles exprimées ou attendues par ses parents. Il ne va pas oser dire qu'il a peur, qu'il est triste, avec pour résultat des crises de colère et des tensions. Il faut accepter les colères des enfants tout en essayant de ne pas se décomposer à chaque crise. » Plutôt que de parler d'éducation positive ou bienveillante, Bruno Humbeeck propose de placer l'authenticité, doublée de sérénité, au cœur de la relation.





« Trop de parents donnent une image policée. Mais, au fond d'eux-mêmes, le désarroi éducatif est aussi grand que chez les autres. Quand on se met en scène – une vie parfaite dans un monde parfait avec une pédagogie parfaite –, on est souvent déçu du résultat. Et ça peut mener au *burn out*. Les tensions qui naissent dans ces familles qui sont dans le paraître et qui sont confrontées à la réalité sont énormes. »

Émilie Lucas, assistante en psychologie, coach certifié et formatrice, confirme cette confusion entre laxisme et parentalité positive, qu'elle-même pratique et enseigne. « Les personnes qui viennent me voir

pensent souvent qu'avec l'éducation positive il faut expliquer à l'enfant la moindre décision, tout dire, tout laisser faire, alors que l'idée, c'est justement de mettre un cadre entre le laxisme et l'autoritarisme. Il est important de rassurer les parents qui prennent chaque faux pas comme une pression supplémentaire et leur dire que ces théories ne sont pas faciles à mettre en pratique. Ça reste un idéal : le danger, c'est justement d'appliquer le concept à la lettre. »

Impulsive de nature et ayant reçu une éducation radicalement différente de ce qu'elle a instauré avec ses enfants, Émilie Lucas confie qu'elle peine aussi à rester zen quand les « petites phrases » ne sont d'aucun secours. Et, comme tous les parents, il lui arrive de pousser une gueulante. La clé de la réussite, livre-t-elle, c'est de rester indulgent avec soi-même et « d'écouter le ressenti de l'enfant sans entrer dans une lutte de pouvoir. Se connecter à l'émotion de l'autre, ce qui vaut aussi pour les adultes, avant de vouloir corriger le comportement ».

Après cette période de tâtonnement, Pascal Cleda a lui aussi appris à être plus indulgent avec lui-même. Les mécanismes sont en place et le bilan est résolument positif. « Si je pensais avant que j'avais une bonne relation avec mes garçons, aujourd'hui elle est passée au niveau supérieur. Nous sommes plus proches que jamais, pas toujours d'accord, mais dans une dynamique bien différente. » 🌱

Écrans et éducation : vers un formatage des cerveaux ?

Alors que le numérique s'impose en force dans l'enseignement, parfois dès la maternelle, de plus en plus de voix s'élèvent pour en souligner les effets délétères et controversés : retard dans l'apprentissage du langage, chute de la concentration, voire dépression. Tout en pointant l'argument néo-capitaliste de « fracture numérique ».

Par Catherine Callico
Journaliste

Mis en place en 2011 par la plateforme de stratégie numérique Digital Wallonia, le projet École numérique vise à promouvoir les nouvelles technologies d'information et de communication à tous les degrés, de la maternelle à l'enseignement supérieur. Depuis, le gouvernement wallon ainsi que ceux de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Communauté germanophone ont lancé quatre appels à projets dans ce sens, qui ont donné vie à plus de 200 initiatives pilotes menées par des équipes pédagogiques de tous les niveaux. Et, depuis 2012, ce sont quelque 34 millions d'euros qui ont été investis dans plus de 48 000 équipements fournis à 2 400 d'entre elles.

De façon générale, comme le présente le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, « au-delà de la mise en œuvre d'un projet particulier qui joue le rôle de déclencheur et de motivation initiale, c'est bien l'enracinement de

pratiques pédagogiques exploitant le numérique ou éduquant au numérique qui est visé. Tout projet devra donc s'inscrire harmonieusement et durablement dans le projet pédagogique de l'établissement, et ce, bien au-delà de l'année scolaire qui le verra éclore ». Même discours à l'échelon européen, aujourd'hui traduit au travers du Plan d'action en matière d'éducation numérique (2021-2027).

Dualisation des savoirs

L'infiltration du numérique dans l'enseignement est pourtant loin de faire l'unanimité, tant dans le corps enseignant que du côté des élèves et des parents. En particulier après un an et demi de cours à distance, exclusivement ou en partie – ce qui, outre un décrochage massif, a eu des conséquences non négligeables sur la santé mentale des uns et des autres. À en croire le nombre d'études réalisées

un peu partout en Europe et ailleurs, ainsi que les retours d'expériences sur le terrain, les opposants à l'éducation numérique sont de plus en plus nombreux depuis quelques années, de même que les écrits sur le sujet.

Un usage positif restreint

Michel Desmurget, chercheur en neurosciences cognitives et auteur de *La Fabrique du crétin digital*¹, se montre très critique face à cette évolution : « Le discours véhiculé sur le numérique est qu'il va révolutionner l'enseignement. Mais il s'agit de l'utiliser pour de bonnes raisons, comme apprendre à coder ou à utiliser un traitement de texte. Ou encore pour des cas particuliers d'enfants, où les écrans peuvent constituer une médiation intéressante. Cela reste les seuls cas, à ma connaissance, d'un usage positif. »

Selon lui, les effets délétères sur le développement cérébral et émotionnel de l'enfant sont très importants : « Dès l'âge de trois ans, les enfants passent en moyenne près de trois heures par jour devant les écrans, et les adolescents près de sept heures, pour ne parler que des usages récréatifs : films, séries, jeux vidéo, chats, etc. Le cerveau du jeune enfant ou de l'ado n'est pas fait pour subir un bombardement sensoriel constant. Il s'ensuit par exemple des impacts négatifs sur le langage ou la concentration, en raison, notamment, du temps volé à des activités essentielles comme les relations intrafamiliales, la lecture, les devoirs scolaires ou le sommeil. Aujourd'hui, enseignants, pédiatres, orthophonistes témoignent de plus en plus. Certaines

écoles proposent des écrans dans leur programme dès la maternelle, et on voit dans le métro beaucoup d'enfants en bas âge avec des tablettes, dont on sait qu'ils ne parlent qu'à partir de quatre ans. »

Pour Erik Rydgerg, ancien chercheur-formateur en éducation permanente, le numérique à l'école génère une perte de temps et d'acquis essentiels : « Les enfants peuvent apprendre vite et seuls sur ordinateur tout ce que les adultes devraient leur enseigner. Je pense que l'on va vers une dualisation entre une élite qui sait encore rédiger correctement et une population abreuvée de smartphones et de Google, avec des contenus peu fiables. » Cette évolution profite avant tout à l'industrie technologique : « L'économie donne les impulsions directrices d'une société. Pour cette branche, le jeune public, c'est du pain bénit, l'idée est d'en faire de nouveaux accros au numérique en l'absence d'une réflexion politique. »

La sur-informatisation, nouveau fléau

Quant à l'argument éculé selon lequel il faut éviter la fracture numérique, « on vit dans une mauvaise conjoncture. Il ne s'agit pas vraiment d'un problème de fracture numérique, mais de sur-informatisation. On constate par ailleurs que les enfants de milieux défavorisés y sont le plus exposés. La fracture justifie les investissements publics, on est en présence de "marchés captifs". Et on sait que les grands manitous de la Silicon Valley ne mettent pas leurs propres enfants devant les écrans, cela en dit long ».

1 Michel Desmurget, *La fabrique du crétin digital. Les dangers des écrans pour nos enfants*, Paris, éditions du Seuil, 2019.

2 Catherine De Poortere, « Les enfants, le code et l'informatique : propagande et réalité », mis en ligne sur www.pointculture.be, 7 juillet 2017.

Dans le magazine en ligne de PointCulture², la journaliste Catherine De Poortere réfute également l'idée d'une plus-value éducative de ce modèle imposé : « À côté de ces conflits d'intérêts évidents, l'introduction de l'informatique et du code dans les programmes scolaires pose aussi la question du formatage des esprits. On conçoit très bien que de nouvelles matières puissent en chasser d'anciennes, dont l'indiscutable inactualité suffit à justifier l'éviction. Il n'empêche, toutes ces propositions vont dans le même sens. Le savoir académique traditionnel disparaît peu à peu au profit d'un savoir pratique axé sur le travail d'équipe et la résolution de problèmes. En un mot, il s'agit de former des ingénieurs et des techniciens plutôt que des citoyens cultivés dotés d'un solide esprit critique. Quant aux modules d'apprentissage numérique, s'ils présentent de nombreux avantages tels que l'enseignement à distance et personnalisé, c'est le système scolaire déjà fragilisé qu'ils menacent. »

Un point de vue partagé par Karine Mauvilly, historienne, juriste et enseignante dans des écoles publiques et Philippe Bihouix, ingénieur centralien³, tous deux questionnant la vitesse et l'ampleur de la diffusion d'outils numériques dans l'enseignement, et ce, en l'absence de tout débat sur leur légitimité. Un ensemble d'équipements assortis du jargon numérique correspondant : salle informatique, tableau blanc interactif, « classes mobiles », sans oublier les tablettes, les logiciels d'appels, le cahier de texte et de saisie de notes, les cartables électroniques remplaçant les livres, les espaces numériques de travail... à l'instar du Grand Plan numé-



rique lancé en France en 2014, où il est également présenté comme un « outil de lutte contre les inégalités ». Pour les auteurs, il s'agit avant tout d'« un choix pédagogique irrationnel ». Et de montrer du doigt l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui édite des rapports révélant l'effet neutre, voire néfaste, sur les apprentissages, tout en continuant à promouvoir le numérique à l'école. De plus, « l'école numérique serait aussi à l'origine de risques psychosociaux et sanitaires sur les enfants, totalement ignorés des institutions. Les effets sur la vision ont ainsi été dénoncés ». Sans parler du désastre écologique, à tous les niveaux. 🌱

3 Karine Mauvilly et Philippe Bihouix, *Le désastre de l'école numérique. Pai-doyer pour une école sans écran*, Paris, éditions du Seuil, 2016.

Ils n'ont que l'info qu'ils se donnent

Théo, Olga et Mehdi ont chacun leur mission : aider les jeunes à décoder le monde des médias en démontant les mécanismes des théories du complot et en expliquant le rôle des algorithmes et le fonctionnement des réseaux sociaux. Ceci, afin de permettre aux adolescents de devenir des acteurs avertis de la société de communication plutôt que des victimes de ses travers. C'est tout l'enjeu de l'éducation aux médias.

Par Caroline Dunski
Journaliste

Avez-vous déjà entendu parler du documentaire *La Véritable Identité des chats* ?¹ Réalisé par les élèves d'un lycée français dans le cadre d'un programme pédagogique consacré aux enjeux de la représentation du monde par l'image ? Il sert aujourd'hui d'outil pédagogique à des structures qui font de l'éducation aux médias et à la citoyenneté dans nos contrées. Intitulé « On n'a que l'info qu'on se donne », le programme concocté par le Mundaneum et le Club de la presse du Hainaut-Mons en partenariat avec diverses associations s'adresse aux jeunes de 15 à 25 ans. S'étalant sur trois ans, de 2019 à 2022, il est financé et labellisé par la cellule de Promotion de la Citoyenneté et de l'Interculturalité (PCI) de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB).

C'est dans ce cadre que l'ASBL Action Médias Jeunes, dont la vocation principale est de susciter une attitude réflexive et critique des jeunes face aux médias, anime des ateliers dans les

écoles. Les élèves sont au centre du projet : ils lisent, analysent et produisent des contenus médiatiques. Théo, Olga et Mehdi sont les personnages fictifs créés pour illustrer les théories du complot, les algorithmes ou encore le monde des médias. Si les deux premiers ont déjà fréquenté les classes et diverses salles informatiques de certains établissements de Mons et du Borinage, Mehdi devrait faire sa rentrée académique en 2022.

Le but secret des puissants et des médias complices

Au printemps dernier, ce sont les théories du complot qui étaient au menu des élèves de la section techniques sociales aux Ursulines à Mons. Florence Thomas, chargée de projets chez Action Médias Jeunes, intervenait dans leur classe. D'agréables retrouvailles pour la détachée pédagogique qui y a enseigné le latin et le français. Après une brève introduc-

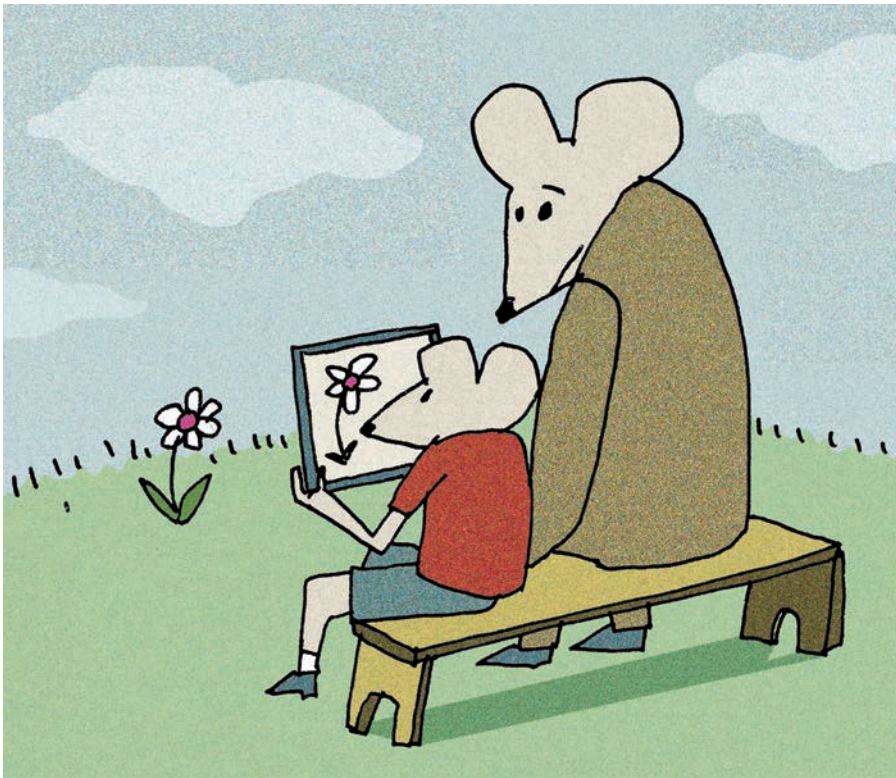
¹ *La Véritable Identité des chats* est un documentaire réalisé par des élèves du lycée Madeleine-Vionnet dans le cadre de l'atelier « Mon Œil ! », animé par William Laboury. Après avoir démontré le complot des chats, ils détaillent « les dix ingrédients d'une bonne théorie du complot ».

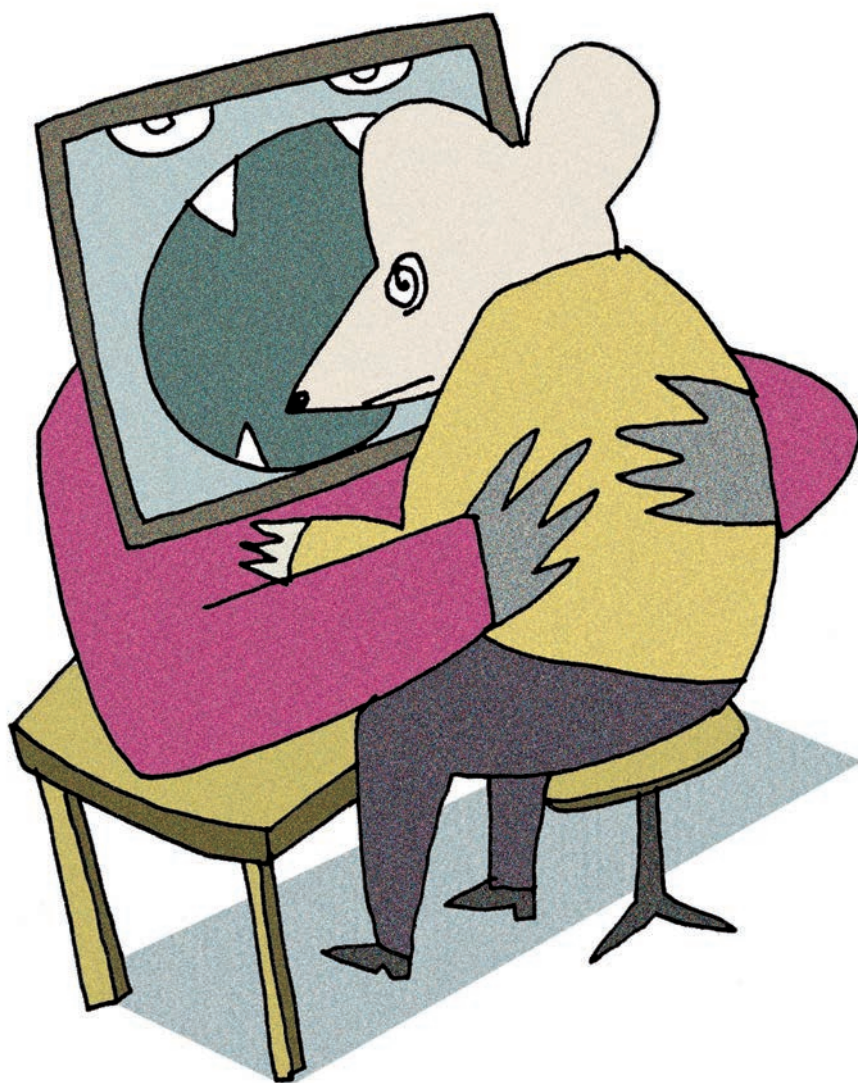
tion visant à vérifier ce que les futurs travailleurs sociaux connaissent de ces théories, Florence Thomas leur explique que « l'idée principale de ces théories est souvent que les puissants auraient le but secret de renverser l'ordre mondial » et que ceux que l'on appelle les « complotistes », à savoir ceux qui propagent ces théories, croient aussi qu'« on nous ment »... ce « on » visant particulièrement les médias. « Pour déjouer une théorie ou vérifier si on se trouve effectivement face à un complot, il faut d'abord se demander si c'est faisable. Par exemple, inventer qu'un homme a marché sur la Lune aurait nécessité que les images soient tournées en studio, ce qui aurait mobilisé cinquante personnes qui auraient

toutes dû garder le secret pendant cinquante ans ! »

Millefeuille argumentatif

Après avoir visionné *La Véritable Identité des chats*, les élèves et Florence Thomas décortiquent les éléments qui contribuent à la crédibilité (toute relative, bien sûr, c'est dans la relativisation que réside précisément l'exercice) du documentaire : une musique angoissante, une voix off mystérieuse qui fait planer le suspense, de nombreuses images glanées sur Internet, décontextualisées et s'enchaînant rapidement, ce qui fait croire qu'il y a un lien logique. « C'est un millefeuille argumentatif, explique l'animatrice de l'atelier. Comme le rythme est rapide, le cerveau





perçoit le tout comme logique. La vidéo joue aussi sur nos émotions. La première étant la peur. » Par groupes de quatre, les élèves ont ensuite été invités à élaborer leur propre théorie du complot en utilisant les mêmes ingrédients. En conclusion, Florence Thomas note qu'« il est très facile de construire une théorie du complot et il est très important de toujours vérifier les sources, qui

dit quoi. Rappelez-vous l'effet multiplicateur de la peur en période de crise ».


Les élèves de Cécile Massarczyk ont apprécié cette action de sensibilisation, qu'ils ont trouvée intéressante. Ils estiment que ça les remet en question et que ça les invite à être plus vigilants. L'un d'eux aurait aimé que la séance soit plus longue et souhai-

terait approfondir le sujet pendant les cours. Pour l'enseignante, c'était une première et une découverte. « De manière générale, j'essaie de développer l'esprit critique, de donner des clés afin que les élèves sachent inventorier les composantes d'une problématique, extraire des informations pertinentes et qu'ils puissent émettre des hypothèses explicatives. Cela fait partie des compétences que je travaille en classe, elles nous sont demandées dans le programme. L'animation colle bien à mes attentes. J'aime demander aux participants si la thématique et l'atelier sont à proposer l'année prochaine, à l'unanimité la réponse est favorable. »

Démystifier le métier de journaliste

Plusieurs propositions enrichissent le projet « On n'a que l'info qu'on se donne ». À côté de l'outil « Théories du complot, ressorts et mécanismes »³, citons aussi le projet Radio d'école en Hainaut, par lequel la province entend faire de l'éducation aux médias par les médias dans les établissements de son réseau. En juin dernier, dans le cadre d'un atelier d'éducation aux médias mené avec le soutien de l'Association des journalistes professionnels (AJP), Julien Crête, journaliste de RTL-TVI, a rencontré des élèves de quatrième secondaire option sciences sociales du lycée provincial Albert-Libiez de Colfontaine pour parler des réalités de son métier. « Cela permet vraiment de démystifier la profession et d'expliquer nos méthodes de travail. Les jeunes étaient étonnés d'apprendre l'existence d'une carte de presse délivrée par le ministère de l'Intérieur.

Ils ont été marqués par le fait que les journalistes professionnels, à l'instar des pompiers et des policiers, ont des obligations à respecter. Comme le devoir de neutralité. Cela leur donne du poids et de la crédibilité. Dans une rédaction comme la nôtre, bien sûr on doit relayer les informations officielles, mais on doit aussi confronter les idées, mettre les explications des experts en perspective. Au début, les élèves n'ont pas beaucoup de questions puis, au fil de l'atelier, la mayonnaise prend et ils se laissent gagner par l'enthousiasme. On est là pour répondre à leurs questions en toute transparence. »

« Certains imaginaient les journalistes comme des gens prétentieux et un peu “je sais tout” », raconte Sophie Hermant, du Club de la presse. « D'autres ont été surpris de découvrir tout le travail qu'il y avait derrière un JT. À la question de la confiance qu'ils ont dans les médias ils ont répondu “un peu”, car ce qui les perturbe, ce sont les infos parfois contradictoires qui peuvent émaner de médias différents, notamment autour de la Covid... Je pense qu'ils regarderont le JT d'RTL d'un œil neuf et qu'il y a tout à fait moyen de rétablir la confiance. Ça passe pour moi par deux choses : des rencontres comme celle-ci, où le journaliste démystifie son métier, en parle en toute transparence et de façon concrète, mais également une démarche journalistique, engagée à échelle modeste par les élèves eux-mêmes dans le cadre d'ateliers pratiques... En mettant les mains dans le cambouis, ils comprendront mieux. » 

³ Accessible sur le site theoriesdumcomplot.be, cet outil d'éducation aux médias, conçu pour les animateurs et les éducateurs, propose d'aborder les théories du complot au travers de 14 capsules thématiques et de 6 capsules d'exercices.

Religions à l'école : et si l'on apprenait à se connaître ?

Aborder les questions philosophiques ou religieuses n'est pas simple en classe. Souvent, la méconnaissance est reine, alors que les points communs sont nombreux. Des situations qui peuvent créer exclusion et discrimination dans un lieu censé nous rassembler. Heureusement, des initiatives existent pour briser les murs.

Par Pierre Jassogne
Journaliste

Tout a commencé l'année dernière. Mathis, le fils de Barbara¹ revient de l'école en expliquant à sa mère qu'il risque d'aller en enfer parce qu'il ne croit pas en Dieu ou en Allah. La famille – non-croyante – prend alors le temps d'évoquer le sujet avec l'enfant, en espérant que cette mise au point règlera son inquiétude. Des livres sont même offerts sur ce thème. Mais les semaines suivantes, Mathis rapporte pourtant des brimades de ses camarades de classe, toujours à ce sujet. Un jour, c'est même le contenu de ses tartines qui fera l'objet de moqueries. Des tartines au jambon qui empêcheront le jeune garçon de s'asseoir à côté de ses condisciples de confession musulmane.

Des brimades au harcèlement à caractère religieux

que le phénomène était loin d'être isolé. Leurs enfants avaient subi les mêmes brimades, les mêmes réflexions qui tournaient à la longue en une forme de harcèlement », témoigne Barbara. Elle avertit alors l'école. « Au cours du rendez-vous, la directrice a admis que depuis plus d'une année, la situation dégénérerait complètement au réfectoire, de sorte que les élèves de confession musulmane mangeaient entre eux et refusaient de s'asseoir à côté d'enfants non musulmans. » La famille est évidemment choquée de découvrir une telle situation. « La direction était totalement dépassée par les événements. » Barbara interpelle alors le pouvoir organisateur de l'école qui a déjà été confronté à des cas de figure similaires dans d'autres écoles et a proposé depuis de mettre en place des ateliers de philosophie et de citoyenneté pour régler la situation. « Mais ces cours sont limités à quelques heures seulement. Or, ce n'est pas à ce rythme-là

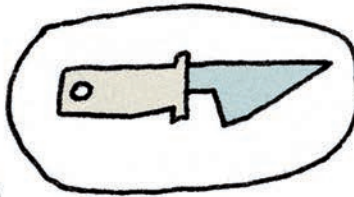
¹ Les prénoms
ont été modifiés.

« C'est en évoquant le sujet avec d'autres parents que je me suis rendu compte

que l'on va leur apprendre la tolérance... Cela pose réellement la question d'une éducation philosophique et citoyenne plus large », déplore Barbara.

« Mes enfants ne m'avaient jamais posé de questions sur Dieu, Allah, l'enfer, et c'est très bien qu'ils le fassent. Ils doivent intégrer cela, mais l'école a un rôle à jouer pour encadrer une

éducation sur ces sujets de façon à ce que les enfants aient tous les moyens de comprendre l'autre sans juger ses différences. L'école devrait offrir les bases à chacun sur ces questions-là, sans attendre de tels événements. »

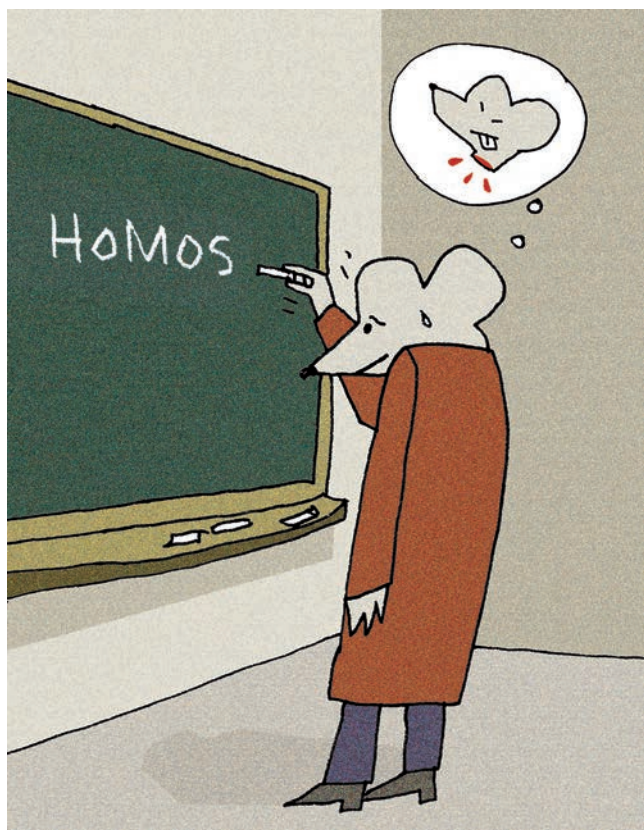


**Les croyances,
un jeu d'enfant ?**

Face à ce genre de constat, loin d'être rare donc, le Centre d'éducation à la citoyenneté du Centre communautaire laïc juif (CCLJ) a lancé en 2016 Kroiroupa, un jeu qui dit tout ou presque sur les religions, la laïcité, l'agnosticisme et l'athéisme.

Destiné aux jeunes entre 10 et 16 ans, Kroiroupa explore les croyances les plus représentées en Belgique, sans oublier la laïcité, l'athéisme et l'agnosticisme. Ces croyances





sont abordées en fonction des étapes de la vie de l'être humain (la naissance, l'adolescence, le mariage et la mort) et d'autres repères comme le calendrier, les livres, les interdits, les fondateurs, les lieux de culte, les fêtes... L'objectif est « simple » : encourager le développement d'une pensée propre, d'un discernement éthique et le questionnement philosophique, le tout en éduquant les jeunes au respect de la personnalité et des convictions de chacun. Une initiative qui rencontre un certain succès auprès des élèves ainsi que des enseignants qui l'utilisent en classe.

« La force du jeu est qu'ils dédramatisent. On n'est pas là pour parler de religion, mais pour jouer. La dyna-

mique n'est pas la même. En étant extérieurs à l'école, à l'institution, c'est plus simple d'aborder ces sujets qui peuvent être source de tensions. Certains professeurs ont en effet peur d'évoquer ces questions en classe, ne savent pas toujours comment rester neutres... Il y a en effet une difficulté. Et ce n'est pas un hasard si, lors du lancement du jeu en 2016, dans un contexte marqué par les attentats terroristes, les demandes d'animation ont été très nombreuses dans les écoles », explique Zora Vardaj, animatrice socioculturelle au Centre d'éducation à la citoyenneté du CCLJ. Son collègue, Charles Hosten, renchérit : « Il y a encore et toujours une forte demande des enseignants à être outillés par rapport à ces questions. Notamment pour le cours de citoyenneté et de philosophie qui est un cours tellement "jeune" que les profs sont en constante demande d'outils. »

Casser les cloisons

C'est que ces sujets peuvent conduire à des tensions, tout simplement parce qu'il y a une ignorance de l'autre, reconnaissent les deux animateurs du CCLJ. « Les cours de religion se donnent généralement de façon cloisonnée, et il n'existe pas de moment où tous les élèves peuvent se retrouver ensemble autour de ces questions, pour discuter de sujets universels par lesquels passent les religions. Le jeu est là pour casser les cloisons, montrer que les religions parlent de la même chose pour évoquer les étapes de la vie... Notre idée est de revenir à quelque chose de plus universel, même si l'on préfère ne pas se présenter aux jeunes comme des gens qui ont des réponses à leurs questions, mais

comme des personnes qui ont des questions face à leurs réponses. »

« Ce qui montre tout l'intérêt de cette démarche, c'est qu'au bout d'une centaine d'animations, il n'y a jamais eu deux parties identiques. On peut jouer mille fois, la partie sera toujours différente parce que chaque fois, les jeunes sont incités à se poser des questions, à entrer dans une réflexion de type philosophique », poursuit Zora Vardaj.

Covid oblige, le CCLJ a lancé en février dernier des formations destinées aux professeurs pour l'utiliser directement en classe. « Le confinement a permis de se pencher sur le jeu en lui-même pour le finaliser afin que les enseignants l'utilisent directement en classe », indique Zora Vardaj. « Lors de la formation, ce qui est crucial, c'est d'aborder la façon dont le professeur va se situer dans le jeu pour rester dans une position neutre, tout en animant le groupe, en posant des questions... Cela demande une certaine gymnastique car ce n'est pas si évident que cela », ajoute Charles Hosten. Une formation qu'a suivie Louise, enseignante dans une école fondamentale bruxelloise. « C'est un jeu que j'ai découvert lors d'une animation du CCLJ dans notre école il y a trois ans. C'est un jeu que j'aime beaucoup parce qu'il permet de rassembler tous les enfants, des jeunes dont une grande majorité dans nos écoles sont croyants, autour d'une animation où il n'y a pas de perdants ou de gagnants. Ils se rendent compte qu'ils ne sont pas si différents que cela, malgré des traditions et des rites divers. Ils sont souvent surpris par leurs nombreux points communs. De la sorte,

ils se découvrent, apprennent à vivre ensemble. »

Tactique de jeu

Mais l'intérêt de passer par un jeu ou une animation extérieure est aussi « tactique » : « Cela nous permet en effet de nous dédouaner par rapport à certains parents, minoritaires, qui peuvent avoir des réactions, parfois virulentes, sur ces questions. Ceux-ci n'aiment pas tellement que l'on parle des religions ou de laïcité en classe, ou que l'on distingue le fait de croire et de savoir. Ce sont des sujets qui fâchent. » L'enseignante de 62 ans admet qu'après des années d'enseignement, elle préfère éviter de constamment se justifier auprès des parents sur ces questions et craint qu'à l'avenir, ces sujets philosophiques et religieux risquent, sans une initiative comme Kroiroupa, de ne plus être abordés à l'école. « Heureusement, avec les enfants, cela se passe toujours bien, et contrairement à ce que l'on pourrait penser, ils demandent souvent d'en savoir plus sur les autres religions, notamment les jeunes de confession musulmane. Ils nous disent que leurs parents ne leur parlent pas de ces thèmes, et ils aimeraient savoir. Ce qui permet d'avoir de beaux projets. En outre, là où les adultes ne mettent sur certains sujets que du religieux, les jeunes apportent une autre lecture, tout aussi intéressante », poursuit Louise. Ainsi, en abordant en classe le cas d'Anne Frank, beaucoup de jeunes ne se sont pas focalisés sur le fait qu'elle était juive, mais qu'elle était en conflit avec sa mère. « Comme quoi, tout n'est pas perdu », conclut l'enseignante. 🌿

Matières sensibles

Liberté d'expression, égalité des sexes, orientation sexuelle, avortement, mais aussi théorie de l'évolution : de plus en plus de sujets sensibles sont accueillis par une fin de non-recevoir au sein des établissements scolaires où le dogme religieux exclut toute confrontation des idées. Malgré le découragement et parfois la peur, les enseignants tentent de maintenir le cap.

Par Julie Luong
Journaliste

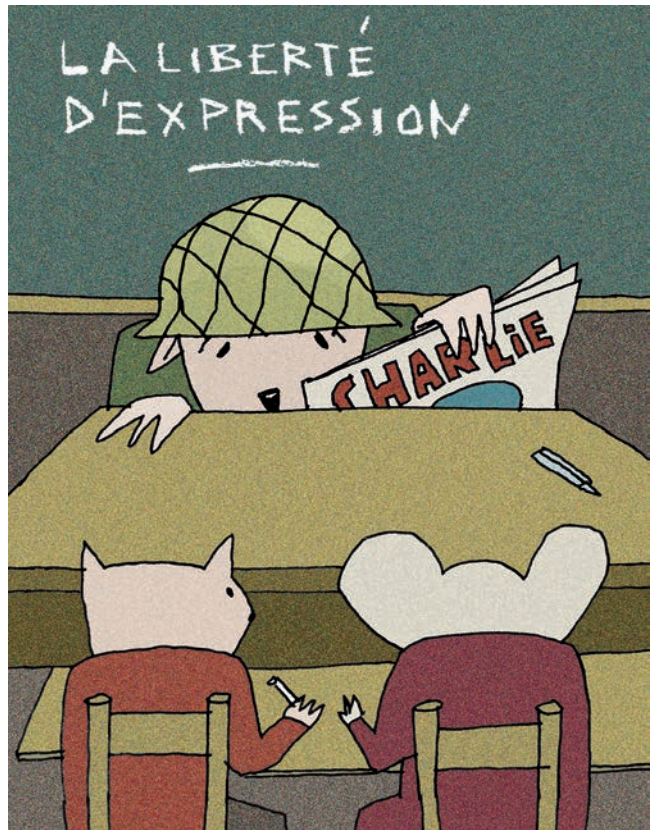
« Samuel Paty, ça pourrait arriver ici ? » Cette question, Pierre-Stéphane Lebluy, professeur de CPC (cours de philosophie et citoyenneté) à Charleroi et membre fondateur de l'Association des professeurs de philosophie et citoyenneté, l'a entendue à plusieurs reprises depuis l'assassinat du professeur d'histoire-géographie à Conflans-Sainte-Honorine le 16 octobre 2020. Chaque fois, il a répondu oui, évidemment que oui. « Dans un contexte où tout sujet polémique est devenu tabou, où il y a de plus en plus de carcans, cela peut arriver à tout moment », estime-t-il. « Moi aussi, j'ai montré des caricatures. Il m'est arrivé pareillement de demander à ceux que ça pouvait choquer de sortir. » Comme beaucoup de ses confrères et de ses consœurs, l'enseignant souligne la difficulté d'aborder des thèmes comme l'homosexualité ou la liberté d'expression dans des classes où les élèves opposent aux lois et aux faits leur croyance religieuse, qu'elle soit musulmane ou évangélique.

Boule au ventre

En France, une enquête publiée au début du mois de janvier par la Fondation Jean-Jaurès révélait que les revendications liées à des croyances ou à des pratiques religieuses en milieu scolaire étaient en nette augmentation : 53 % des professeurs du secondaire disaient être confrontés à des pressions religieuses. En Belgique, le récent sondage réalisé par le Centre d'Action Laïque auprès de quelque trois cents enseignants du réseau WBE dans le primaire ou le secondaire fait état d'une situation « sous contrôle », mais incite à la vigilance. Plus de 60 % des répondants disent ainsi avoir constaté une augmentation des rejets et des remises en question de notions entrant en confrontation avec les croyances ou les préjugés des élèves. 73 % des personnes interrogées déclarent par ailleurs avoir modifié leur manière de traiter ces sujets sensibles en cours ou prendre des « précautions oratoires ». Certains le perçoivent comme un levier positif qui les pousse à s'informer davantage et à

se montrer les plus neutres possible. À l'inverse, 44 % des enseignants disent avoir souvent ou parfois pensé à se censurer et 40 % d'entre eux ont parfois ou souvent renoncé à aborder une idée ou limité son champ de réflexion pour éviter les complications. « Il me semble que lorsqu'on est dans la stratégie d'adaptation, c'est déjà une limite à l'acte pédagogique », estime Nadia Geerts, professeure de philosophie, militante féministe et laïque, qui a quitté la Haute École Bruxelles-Brabant (HE2B) où elle enseignait après avoir été la cible d'une campagne haineuse sur les réseaux sociaux en raison de sa publication #JesuisSamuelPaty. « Passer du temps à se demander comment rendre acceptable ce qu'on a à dire témoigne déjà d'un politiquement correct qui me dérange. »

« Quand il y a eu l'assassinat de Samuel Paty, j'étais bouleversée », raconte également Julie Castelain, professeure de CPC à l'athénée Charles-Rogier à Liège. « Je me suis dit qu'il fallait oser en parler, mais il y a des classes où ça a coïncé, des classes où je crains toujours que mes propos soient déformés, qu'on me qualifie d'islamophobe. Certains élèves me disent "Madame, il paraît que vous avez un problème avec les religions..." » Un problème qui ne se posait pas quand Julie Castelain dispensait ses cours de morale. Maintenant que tous les élèves assistent ensemble au cours de CPC, l'enseignante se retrouve souvent devant des classes où la position des uns muselle celle des autres. « Le dernier épisode date du 17 mai, lors de la Journée de lutte contre l'homophobie. Dans l'une de mes classes, les élèves ont choisi



eux-mêmes ce sujet de débat. Mais j'ai compris ensuite que c'était un genre de piège. Quand j'ai demandé qui était mal à l'aise avec l'homosexualité, un doigt s'est levé au fond de la classe, puis deux, puis trois, puis douze. Une seule élève a osé parler pour exprimer une opinion contraire, pour dire qu'elle pouvait le concevoir puisqu'elle se disputait beaucoup moins avec sa meilleure amie qu'avec les garçons. Du coup, les autres l'ont qualifiée d'homosexuelle et elle a fini le cours en pleurs. J'ai directement été la trouver pour lui dire que s'il se passait quoi que ce soit à la suite de cet événement, elle devait en parler. Aujourd'hui, ses parents veulent la changer de classe. » À force de voir se répéter ces incidents, Julie Castelain a

désormais la boule au ventre en arrivant à l'école. « Je somatise, je fais des cauchemars, il m'arrive d'avoir peur. »

Conflit de loyauté

Évelyne, c'est le prénom d'emprunt qu'a choisi ce prof de CPC dans une école technique et professionnelle, où se côtoient quelque quarante nationa-

lités, avant d'accepter de témoigner : « Vis-à-vis de mon établissement, mais surtout parce que je tiens à conserver la confiance de mes élèves », explique-t-elle. Face à son public, l'enseignante constate que des sujets comme l'euthanasie ou l'avortement sont devenus excessivement difficiles à traiter. « On se heurte souvent à un mur. Les élèves se réfugient dans une position dogma-




tique qui consiste à dire “Dieu nous a donné la vie” ou “L’avortement est un péché” », raconte-t-elle. « Moi, je ne suis pas là pour les faire changer d’avis, mais simplement pour leur permettre de problématiser la question », poursuit-elle. « Qu’ils puissent seulement entendre que tout le monde n’a pas la même conception des choses, mais aussi qu’il existe des lois. » L’enseignante pointe en particulier l’influence palpable des mouvements évangéliques, qui rencontrent un succès grandissant auprès de jeunes en quête d’une communauté et de certitudes. « Le créationnisme, par exemple, je n’y arrive plus... », confie-t-elle, tout en percevant très bien les inextricables conflits de loyauté dans lesquels sont pris ces jeunes aux parcours souvent difficiles.

Poids communautaire

« À propos de l’euthanasie, une élève musulmane est venue me dire après un cours qu’elle avait vu sa grand-mère souffrir et que, peut-être, si cela avait été possible, cela aurait été bien pour elle. Beaucoup sont comme ça : en tête à tête, ils vous disent ce qu’ils ne se diront jamais entre eux, car ils ont besoin de se raccrocher à ce qu’ils pensent les faire appartenir à une communauté. » Un jeu de dupes où il faut être conforme à l’extérieur sans être assuré que la liberté intérieure sortira sauve. Les séances sont d’autant plus éprouvantes que, limité à une heure par semaine, le CPC semble tout juste bon à jeter de l’huile sur le feu... « Le temps de faire monter ma classe, qu’on s’installe, il ne reste déjà plus que 35 minutes », raconte Pierre-Stéphane Lebluy. « Autrement dit, vous avez à peine commencé que

c’est fini. Et le débat aura donc lieu à l’extérieur de l’école, que ce soit ou non sur les réseaux sociaux, avec des jeunes qui parlent comme ils pensent », commente l’enseignant, qui s’indigne d’un cours qui semble avoir été instauré pour la forme, sans souci sincère du résultat. Un constat partagé par Évelyne : « Je reste persuadée qu’un cours de philosophie et citoyenneté est vraiment nécessaire pour le vivre ensemble, mais il faudrait absolument passer à deux heures par semaine. »

À voir l’ampleur du malentendu, on se demande toutefois si deux heures suffiront à rétablir un dialogue fécond. « On est en effet dans un problème qui excède complètement l’école, qui est nourri par des traditions et des cultures », poursuit Évelyne. « Le multiculturel, il me semble qu’on n’y est pas du tout et qu’il faudrait parfois revenir à des choses très simples : prendre une carte du monde, découvrir comment l’autre fait la cuisine... Sortir de la méfiance, car il y a aussi de nombreux conflits entre communautés au sein des établissements. Chacun se considère comme “l’Autre”. » Une vision binaire qui semble avoir envahi tous les esprits et empêche jusqu’à l’expression la plus simple de son vécu. « Au-delà de la question religieuse, il est effrayant de voir à quel point les élèves manquent de vocabulaire, même ceux qui sont nés en Belgique de parents belges. La plupart n’arrivent pas à nommer ce qu’ils ressentent. Ils peuvent dire qu’ils se sentent “mal”, mais sans pouvoir préciser s’ils sont frustrés, en colère, tristes... » Quand on est étranger à soi-même, comment ne pas l’être pour les autres ? 

L'instruction religieuse : le défi de l'école moderne

Malgré le pouvoir des institutions religieuses exercé sur les écoles en Allemagne, certains établissements proposent, à la demande de nombreux parents, un cours commun mêlant éthique, philosophie et enseignement des religions. Sa généralisation serait un atout pour tous les enfants.

Par Naïla Chikhi

Diplômée en traduction - Études de langues appliquées
et sciences de la culture

Consultante indépendante en intégration et droits des femmes

La place occupée par les religions des deux grandes Églises dans les institutions allemandes est à ce jour très importante. L'instruction religieuse, par exemple, est l'unique matière scolaire garantie par la Loi fondamentale. L'éducation catholique ou protestante est obligatoire dans la majorité des écoles, et elle est en règle générale enseignée deux heures par semaine dès le primaire. Les communautés religieuses minoritaires revendiquent désormais les mêmes prérogatives que les grandes Églises. Ainsi, depuis plusieurs années, des associations musulmanes, majoritairement orthodoxes, dispensent des cours d'instruction islamique.

Comme toute matière, l'instruction religieuse doit respecter les principes démocratiques de l'État. Cependant, ce dernier est également tenu de rester neutre et de garantir la liberté religieuse de chacun. Par conséquent, les communautés religieuses élaborent elles-mêmes le contenu des cours. La Hesse coopère, par exemple, avec l'Ahma-

diyya Muslim Jamaat¹. En 2020, elle a rompu sa collaboration avec DITIB² à cause de sa dépendance à l'autorité religieuse de l'État turc, la Diyanet. Malgré cela, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie a annoncé en mai 2021 son partenariat avec DITIB. Hambourg a développé un modèle spécial, « L'éducation religieuse pour tous ». Dans ce cours, les enfants sont encadrés par des enseignants protestants, alévis, musulmans et juifs. Différents groupes et organisations religieuses et politiques œuvrent pour que ce cours soit proposé dans toutes les écoles du pays.

Quelle place pour les athées ?

À la demande de nombreux parents, certains établissements proposent depuis plusieurs années un cours de philosophie, ou encore d'éthique et d'enseignement des religions³. Ce cours optionnel dépend de la législation de chaque *Land* ; pour cette raison, son appellation varie et son contenu est très hétérogène. Ce cours est neutre et

1 Mouvement dit réformiste à vocation missionnaire fondé par Mirza Ghulam Ahmad à la fin du XIX^e siècle au Penjab.

2 L'Union turco-islamique pour les affaires religieuses.

3 *Lebensgestaltung-Ethik-Religionskunde* (L-E-R).



non lié à une croyance spécifique, l'objectif étant de rendre les élèves aptes à façonner leur propre vie.

Le fait que le système éducatif allemand relève de la compétence des Länder rend toute cette structure assez confuse. Au lieu de reconsidérer le statut des Églises et d'amorcer le processus de sécularisation, tant sur le plan sociétal que son versant politique, l'État œuvre à institutionnaliser les organisations islamiques selon un modèle calqué sur celui des Églises.

Une question plus politique que spirituelle

Le nombre de musulmans vivant en Allemagne est en constante augmentation, et l'instruction islamique est de plus en plus revendiquée. Non par les parents d'élèves, mais par les organisations et les associations islamiques. Ces groupes se sont autoproclamés ambassadeurs de la communauté musulmane alors qu'ils ne représentent

qu'une fraction minime des quelque cinq millions de musulmans vivant en Allemagne. Bien que leur agenda conservateur soit plus politique que spirituel, ce sont eux que l'on invite aux tables de décision politique, alors que les musulmans prônant un islam humaniste qui relève du privé sont souvent marginalisés et donc inaudibles, pour ne pas dire volontairement invisibilisés.

Les deux grandes Églises soutiennent les conservateurs. Voyant le nombre de leurs membres en chute constante, elles instrumentalisent les organisations islamiques : plus les associations islamiques obtiennent des privilèges, plus il sera facile aux Églises de maintenir les leurs. Dans le cadre de l'intégration des immigrants dits musulmans, certaines forces politiques avancent l'argument qu'il vaut mieux un cours dispensé par des enseignants formés par l'État que par certains prédicateurs de mosquées d'arrière-cour qui inculquent aux enfants un

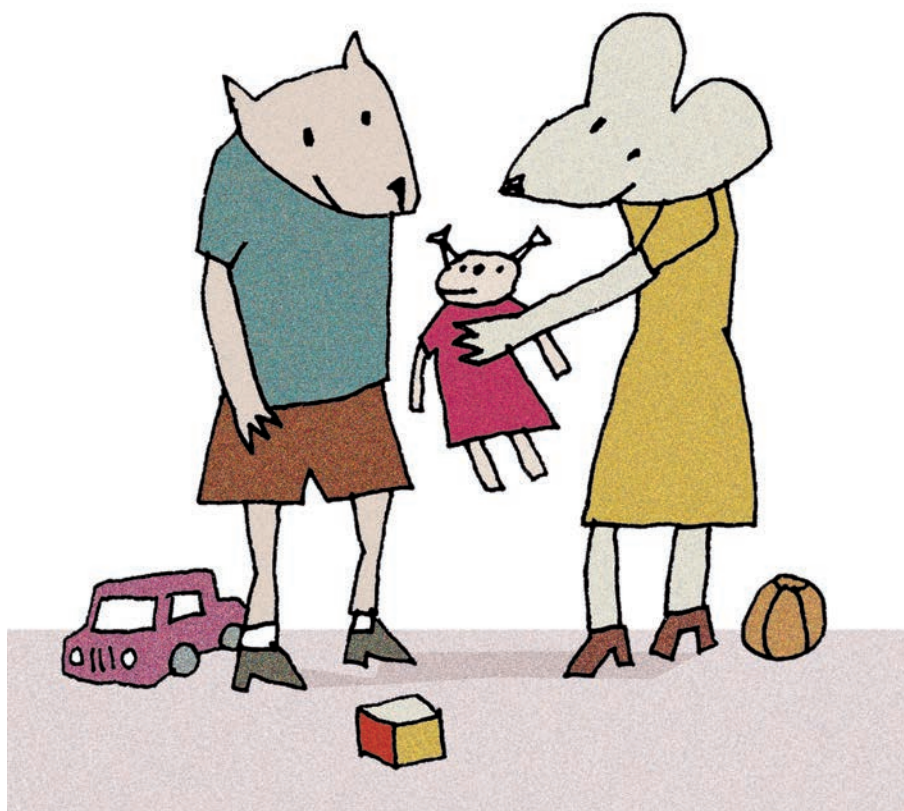
islam fondamentaliste. Certes, mais où trouver ces pédagogues qui enseigneraient un islam des Lumières ?

Un facteur clivant

De nombreux enfants d'immigrés n'ont pas eu la possibilité d'entrer en contact avec leurs petits voisins allemands avant leur scolarisation. Certains parents s'y opposaient en raison de leurs préjugés sur la société d'accueil. À leur scolarisation, ils ont pris conscience que ces préjugés étaient réciproques. Cette ségrégation imposée aux enfants dès le plus jeune âge a souvent généré le sentiment d'être étrangers aux deux mondes. Les enfants issus de l'immigration

sont régulièrement considérés comme n'appartenant ni à la société d'origine de leurs parents ni à la société d'accueil. En séparant les enfants en fonction de la religion de leurs parents, ils n'apprennent que les croyances et les valeurs de leur communauté, mais pas celles de leurs camarades. Il en résulte une intensification des oppositions, de l'exclusion et de l'envie de démarcation.

Les conflits entre les différentes communautés musulmanes ont – malheureusement – atteint les cours d'école allemandes. Le harcèlement ethnique ou culturel s'est aujourd'hui étendu au harcèlement intra- et interreligieux. Cette forme d'intimi-



dation n'est pas un phénomène nouveau. Il convient de noter l'escalade d'insultes et d'injures allant jusqu'à des menaces de mort. Les attaques contre les enfants alévis, musulmans séculiers ou juifs sont désormais un fait avéré. L'aliénation spirituelle qui accompagne l'éducation confessionnelle ne ferait, à mon avis, qu'exacerber ce clivage culturel. Cela se traduirait par des brimades envers les musulmans libéraux ou séculiers. Ces agressions seraient encore plus virulentes si le cours de philosophie restait une matière optionnelle, car le choix entre les deux matières équivaldrait à un *coming out*.

L'instruction islamique pose un problème en particulier pour les filles musulmanes, qui sont très souvent soumises à des restrictions sexo-spécifiques en raison de prétendues normes religieuses : elles sont fréquemment exclues des cours de natation, d'éducation sexuelle ou des sorties scolaires. Le voilement précoce des fillettes fait partie intégrante de la norme dans les cours d'école. Cette discrimination des petites musulmanes ne peut plus être niée. Il n'est pas rare que les filles issues de familles ou de communautés conservatrices soient forcées de respecter une image archaïque de la femme. L'instruction islamique ne fera que renforcer le récit d'un environnement orthodoxe. Il sera donc très difficile pour les filles et les adolescentes à l'âge adulte de prendre de la distance face au rôle qui leur est assigné et de s'affranchir du poids des traditions discriminatoires.

Le vivre ensemble s'apprend... ensemble

C'est pour toutes ces raisons que je plaide pour un cours intégratif de philosophie et d'éthique obligatoire pour tous les enfants sans distinction de religion, de conviction ou de sexe. Cette matière enseigne aux enfants la possibilité – indépendamment de leur appartenance ethnique, culturelle ou religieuse – d'apprendre à se découvrir en tant qu'individu et d'explorer le monde ensemble. Dans un espace adapté à leur âge, ils peuvent échanger leurs idées, rencontrer des opinions et des perceptions divergentes, apprendre à reconsidérer et à renoncer à leurs préjugés. Et ainsi, ils apprendront l'exercice de la critique, de la culture du débat, de la recherche du consensus et la tolérance dans la contradiction pour d'éviter l'exclusion et la marginalisation. Ce cours neutre, exempt de toute vérité absolue, transmettrait aux enfants un savoir sur les religions libre de dogmes et de normes sexistes. Un tel cours permet aux enfants de réfléchir, de différencier et de se distancier des influences idéologiques. En stimulant l'analyse, la réflexion et le raisonnement, les filles et les garçons issus de familles patriarcales apprendront à résister aux contraintes et aux rôles qui leur sont assignés, afin de se libérer et d'accepter l'égalité des sexes. Ce n'est qu'à cette volonté assumée qu'un système éducatif moderne, inclusif et éclairé formera ses futurs citoyens libres et fiers d'appartenir à une même communauté aux valeurs universalistes, égalitaires et humanistes. 🌱

Plus d'ÉVRAS pour plus de bien-être

Les projets d'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (ÉVRAS) offrent un cadre au sein duquel peuvent émerger les questionnements des jeunes. Dans le contexte de la crise sanitaire que nous traversons depuis plus d'un an et demi, l'ÉVRAS semble un levier incontournable favorisant le bien-être tant individuel que collectif.

Par Julie Henriët
Psychologue clinicienne

L'adolescence est une phase charnière de l'existence. Elle s'accompagne, au moment de la puberté, de changements corporels si rapides que la ou le jeune passe en quelques mois d'une morphologie d'enfant à un aspect d'adulte. La relation au corps en est profondément remaniée. Le moi de l'adolescent peut se sentir débordé par ces modifications qui lui échappent et sont incontrôlables. C'est une période de grande fragilité. Les personnes de l'entourage extérieur à la famille jouent un rôle très important dans le développement des jeunes. Tout ce qu'elles font peut favoriser l'essor et la confiance en soi, le courage de dépasser ses impuissances, ou au contraire l'abattement et la mésestime de soi. Il peut s'agir des pairs, des enseignant.e.s, des professeurs artistiques ou de sport, des éducateurs de la maison des jeunes. L'adolescent.e se construit ou se déconstruit dans son rapport à l'Autre, support identificatoire, tuteur de développement, figure maternelle ou paternelle hors de la famille.

Une vie relationnelle et affective bien malmenée

Voilà plus d'une année que notre société a été envahie par la pandémie de la Covid-19. « Envahie » est le mot. La lutte contre la propagation du virus a entraîné des mesures qui nous ont tous atteints dans notre vie. En ce qui concerne les jeunes, la scolarité en présentiel a été interrompue brutalement, avec tout ce qu'elle apporte en termes de rapports à des tiers extérieurs à la sphère familiale : sublimation par les apprentissages, figures adultes d'identification, relations amicales, découvertes des émois amoureux et sexuels, etc. Les milieux familiaux qui étaient maltraitants ou carents sont devenus les seuls endroits où se tenir. La violence, les tensions, les conflits se sont déployés pour certain.e.s de manière continue, sans la possibilité des espaces tampons salutaires qu'apportait auparavant le quotidien. La souffrance psychique

a entraîné une recrudescence des passages à l'acte hétéro- ou auto-agressif, des dépressions, des fugues, des addictions, etc.

Travaillant dans une équipe mobile de santé mentale pour les adolescent.e.s, j'ai été témoin d'une détérioration grave des situations. Les lits de psychiatrie infanto-juvénile sont saturés, entraînant le paradoxe de listes d'attente pour des hospitalisations de crises. Et au-delà de ces cas extrêmes, l'isolement, l'absence de rituels collectifs, déjà rares en temps normal, pour marquer les passages (remise des diplômes, voyages scolaires) et ce virtuel qui déshumanise et empêche les échanges informels en société ont fragilisé de trop nombreux jeunes et mis à mal leur joie de vivre.

Tout au long de l'année scolaire 2020-2021, l'école fondamentale, qui a pu maintenir l'enseignement en présentiel, a été relativement épargnée. Pourtant, les jeunes enfants ont eux aussi développé des angoisses liées à la séparation, à la mort, à l'insécurité, pouvant aller jusqu'aux phobies scolaires ou sociales. Les régressions sont inévitables, l'incertitude est permanente. Depuis que le virus a fait son apparition, toute activité est susceptible d'être annulée. Des classes sont fermées régulièrement, les parents n'entrent plus dans leur école. Parents qui souvent télétravaillent et dont l'activité professionnelle envahit la vie de famille. Les médias ne parlent, par ailleurs, plus que de la pandémie. L'anxiété se diffuse dans tous les coins et recoins du quotidien, envahi

de personnes masquées, de gestes barrières, d'interdits.

Ensemble, avec et pour les jeunes

La vaccination offre à présent l'espoir possible d'un retour à une existence qui ne sera sans doute plus jamais la même. Nous sommes tous et toutes plus ou moins meurtri.e.s par cette crise sanitaire. Il s'agit à présent de retrouver, comme après un traumatisme, notre capacité de symboliser et de mettre du sens sur l'expérience vécue. C'est un préalable à l'apaisement interne propice aux apprentissages. L'urgence n'est pas de rattraper la matière, de l'évaluer. L'urgence est à la mise en place de temps collectifs, sécurisés, bienveillants, articulés sur les besoins des jeunes. Autant d'aspects que le dispositif des animations en éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle propose par essence. Cette ÉVRAS malmenée par la limitation des relations, par un discours qui met en avant la sécurité, les risques, la prévention, s'immisçant dans notre intimité, y plaçant l'ordre moral, la sanction, comme si la société surmoïque et toute-puissante nous regardait en permanence,

L'urgence n'est pas de rattraper la matière, de l'évaluer. L'urgence est à la mise en place de temps collectifs, sécurisés, bienveillants, articulés sur les besoins des jeunes.

nous empêchant de nous déplacer, de nous rencontrer, de nous embrasser, de nous caresser, de nous enlacer.

Les jeunes ont par ailleurs souvent été pointés du doigt comme ceux qui ne respectent pas les interdits liés à la crise sanitaire, ceux qui continuent à se rassembler et qui sont dès lors tenus en partie responsables de l'évolution de la pandémie. Pourtant, remettre en question les adultes et la société fait partie du mouvement de l'adolescence, lorsque le jeune commence à développer ses propres idées, prend conscience qu'il existe des points de vue différents sur le monde. La maladie physique a occulté toutes les détresses mentales. La transgression des gestes barrières et du confinement a pu pourtant permettre que certain.e.s maintiennent un équilibre psychique minimal.

L'ÉVRAS, plus que jamais essentielle

Il faut à présent pouvoir réinsuffler aux adultes de demain l'estime de soi et la confiance en soi, qui ont été tant mises à mal. Déconstruire les amalgames, panser les frustrations, penser cette surprotection massive qui a éteint tant d'élans vitaux. Les animateurs et animatrices ÉVRAS sont issu.e.s de structures telles que les centres de planning familial, les PMS, les AMO, les associations de jeunesse. Autant de lieux-ressources qui étaient souvent inaccessibles pendant la pandémie. Remettre l'ÉVRAS au centre du projet scolaire est essentiel, mais peut-être encore plus en ces temps troublés où le sexuel, l'intime, le rela-

tionnel et l'affectif ont été sévèrement attaqués. L'ÉVRAS offre la possibilité d'un cadre respectueux où la parole du jeune est entendue et écoutée. L'adulte n'est alors pas dans une posture de savoir ni dans une transmission verticale d'informations. Il ou elle part des besoins des jeunes et permet que différents points de vue coexistent. Sa posture ouverte, tolérante, idéalement fondée sur une solide formation et une pratique réflexive, favorise des moments d'échanges respectueux. La généralisation de l'ÉVRAS, par manque de moyens humains et financiers, n'est pas encore effective. Si nous sommes intimement persuadés que ces lieux sont structurellement essentiels, la conjoncture les rend vitaux pour nos jeunes qui ont besoin de reprendre possession de leur corps, de leur parole, de leurs envies. Il s'agit également d'intégrer progressivement un retour à la norme qui peut s'accompagner d'une ambivalence affective bien légitime. Ce sont des espaces où, loin d'être stigmatisés, craints, jugés, les jeunes ne subissent pas un discours issu de l'ordre moral, mais se construisent le leur, dans le respect des autres et de la diversité au sens large.

L'urgence est à présent de donner aux futurs citoyens une lueur d'espoir dans leur capacité à agir sur eux-mêmes et sur le monde et de leur adresser un regard aussi respectueux qu'admiratif. Enfin, nous nous devons de rappeler que l'ÉVRAS est un processus qui se prépare, qui s'évalue et doit se pérenniser tout au long de la scolarité. L'aspect qualitatif est primordial. 🌱



Julie Henriët,
« Sexualités,
sentiments et
stéréotypes.
Oser en parler »,
Bruxelles, Centre
d'Action Laïque,
coll. « Liberté j'écris
ton nom », 2021,
96 pages.



Corps de classes, corps qui classent

Comment prend-on conscience de l'« anormalité de son corps » ? Comment dénaturaliser l'incorporation d'un habitus ? Les hiérarchies sociales reposent-elles aussi sur une distinction des corps ? Que signifie se réapproprier son corps et quelles peuvent en être les implications ?¹

Par Antoine Cortot
Animateur - CAL/Namur

1 Cet article fait suite à un travail réalisé dans le cadre du certificat d'université en genre et sexualité (ULB) suivi en 2020 au CAL de la province de Namur. Il se base sur une expérience subjective, la mienne, et n'a pas ambition à la généralisation.

2 Connell
Raewyn,
Masculinités. Enjeux sociaux de l'hégémonie, Paris, Amsterdam, 2014.

3 Thierry Pillon,
« Le corps ouvrier au travail », dans *Martin Média*, n° 32, dossier « Travailler », 2014, pp. 151-169.

2018. Une journée d'avril. Une activité est organisée par un collègue. Il fait chaud dans la salle. Je retire mon pull. Je suis en tee-shirt à manches courtes. Dans l'assistance, une personne, la septantaine, fait remarquer à quel point je suis maigre. Elle trouve judicieux d'établir une comparaison avec une récente sortie de camp de concentration. Une autre participante abonde dans son sens en évoquant sa grand-mère qui aurait sans doute ajouté qu'il me fallait manger en plus grande quantité.

Que sous-tendent ces injonctions ? Elles font référence à une certaine norme en lien avec une « masculinité » dite « hégémonique »². Un homme, dans ce schéma, est associé à un physique type. Ainsi, les stéréotypes sexués indirectement visés (force, puissance...) par ces interventions contiennent en eux une dimension prescriptive. Par leur formulation, il est sous-entendu qu'« un homme doit ou ne doit pas être... ». Il s'agit de rappeler la norme physique

à celui qui n'y correspond pas et de l'enjoindre de s'y conformer. D'avoir le physique de ces caractéristiques stéréotypées, d'une certaine façon.

1996. « Et puis ton papa n'était pas bien épais non plus... Et regarde comme il est devenu grâce à sa carrière ! » Grâce à. Ou malgré. Ou plutôt, à cause de. Parce que, en tant qu'ouvrier, on ne se muscle pas grâce à un travail. On se muscle à cause de lui. À cause de ce qu'on fait subir à son corps : « Le corps ouvrier est un corps marqué. »³

Issu d'une famille dont les figures masculines ont été ou sont toujours, en majorité, des ouvriers, j'ai pu constater dès mon plus jeune âge que les corps masculins qui m'entouraient avaient été « forgés » par le travail et étaient particulièrement musclés. Des figures exemplaires auxquelles j'ai été amené à me comparer tout au long de ma socialisation (familiale). Et ce constat : le silence de la comparaison est parfois plus pesant que le rappel explicite à la

norme pour l'enfant chétif et un peu « intello » que j'étais.

L'habitus ne fait pas le garçon

1999. Vacances d'été. Le voisin chez lequel nous passons prendre l'apéro me surnomme ironiquement « Musclor ». Musclor, nom de l'une des poupées Mattel, est censé détenir « la force toute-puissante » ! J'essaie de rouler des mécaniques. Éclats de rire ! Séance photo. Jouer à « être un garçon ».

Se focaliser sur l'un des éléments associés au fait « d'être un garçon », c'est finalement mettre au jour l'une des composantes de l'habitus que nous cherchons à endosser, à incorporer. C'est aussi souligner le fait que les rôles sociaux, y compris ceux fondés sur le genre, sont des constructions sociales et qu'il est attendu des acteurs sociaux et des actrices sociales qu'ils et elles les

intègrent au cours de leur socialisation. La caricature, autant que l'antinomie, suscite alors le rire (pouvant d'ailleurs prendre différentes formes, du « rire avec » au « rire de », en fonction du contexte, du rire « bon enfant » à l'humiliation). Est-ce justement dans l'incorporation imparfaite d'un habitus qu'il est possible de le déceler ? C'est aussi, je pense, lorsqu'une situation nous apparaît comme marginale que la norme est perceptible.

2006. Les week-ends, nous allons « dire bonjour » à la famille. Ce jour-là, nous rendons visite à l'un des frères de papa. Nous nous installons dans le jardin. Mon oncle s'attelle à l'ouverture du parasol. Il tourne une manivelle, mais le système rencontre des ratés. Il s'exclame : « Encore un truc pensé par un ingénieur gratte-papier ! C'est bien beau d'user ses fonds de culotte sur les bancs d'école... »

© Elke Meitzel/Cultura Creative /AFP



Le corps reflète souvent notre classe sociale, notre milieu. Mais parfois, ces stéréotypes peuvent déranger et sont remis en question.

Les rapports de pouvoir sont multiples et se déploient également à plusieurs niveaux, au sein de groupes a priori « dominants ». Les hommes ouvriers peuvent ainsi, sur certains points, être renvoyés à une « masculinité subordonnée » et être réduits à leurs « seules » capacités manuelles. Ce rapport de domination est alors justifié par la possession d'un capital culturel et symbolique justifiant l'occupation d'un statut social privilégié. Mon oncle critique ici la figure de l'homme intellectuel qui devrait hypothétiquement son statut à son parcours scolaire. Est-ce une façon de rééquilibrer, par le dénigrement d'une figure socialement valorisée, les rapports de classes qu'il a eu à subir par le passé ? Est-ce une façon de déconstruire l'opposition manuels-intellectuels qui justifie ce rapport de domination ?

Se réapproprier son corps

2020. J'ai déposé ma voiture chez l'un de mes oncles mécano. Il me parle de mon arrière-grand-père. De mon grand-père, aussi. Tous deux hommes de gauche. Je repars à vélo. Et je décide, sur le trajet du retour, euphorisé par ces « découvertes », de réduire la « névrose de classe »⁴ par le mimétisme, par la reproduction d'un modèle corporel appartenant à un « certain milieu ». Celui dit des « manuels ». Celui qui « forge » les corps. En ayant le luxe de le faire par choix. Sans doute l'un des privilèges de l'universitaire que je suis devenu.

Prendre conscience de ses propres déterminismes est la première étape permettant de s'en émanciper. En

dépassant la seule « démonstration »⁵, ma démarche s'inscrit dans une recherche d'épanouissement physique, mais aussi dans une volonté de mobilisation d'un héritage (réel ou fantasmé) de la classe ouvrière. C'est aussi un projet politique : celui de déconstruire l'opposition manuels-intellectuels qui s'inscrit dans les corps et qui vise à justifier certaines des hiérarchies sociales actuelles.

En conclusion, les masculinités⁶ ont évolué et, en leur qualité de constructions sociales, évoluent et évolueront encore. L'image du corps aussi a changé. Nous sommes dans une phase historique capitaliste valorisant « l'entrepreneuriat de soi » et avons de plus en plus à répondre à l'injonction de « produire » notre corps. Cela conduit à une rationalisation du corps devenant « corps-projet », voire « corps-objet » en tant qu'objet que l'on maîtrise, sur lequel il est possible de travailler, au sens de Marx. Dans ce contexte, le caractère prescriptif des stéréotypes sexués peut sembler d'autant plus pesant.

Ces injonctions s'inscrivent dans un contexte social particulier, traversé par des rapports de pouvoir et de domination justifiant les hiérarchies actuelles. L'une de ces justifications portant sur l'opposition manuels-intellectuels est, comme d'autres d'ailleurs, arbitraire. Dénaturaliser ce qui relève de la construction sociale est dès lors une nécessité. Déconstruire les stéréotypes associés à la « masculinité hégémonique » devient un projet d'émancipation pour tous... et toutes. 🌱

4 Vincent de Gaulejac, *La névrose de classe*, Payot & Rivages, Paris, 2016.

5 Jean-Jacques Courtine souligne que la pratique de la musculation peut viser à « montrer, à montrer ce qu'est un homme [ou] en tout cas, ce qu'on imagine qu'un homme pourrait être » dans Camille Juzat et Jérôme Momcilovic, *Tous musclés : la loi du muscle*, web-série documentaire, Arte France, Petit Dragon et Haut et Court TV, 2020.

6 Charlotte Bienaimé, « Un autre homme est possible. Les enjeux de la masculinité aujourd'hui », dans *Un podcast à soi*, n° 8, Arte Radio, 46 minutes, 2 mai 2018.

Humain, bien humain

Médecin généticien et ancien président de la Ligue nationale contre le cancer, Axel Khan nous a quittés le 6 juillet dernier. Quelques semaines avant son décès, l'humaniste spécialiste des questions éthiques, philosophiques et politiques nous éclairait de son point de vue sur les libertés et sur l'humanité dans son essence. « Sois raisonnable et humain », telle est la leçon de sagesse tenue de son père qu'il nous laisse en héritage.

Propos recueillis par Catherine Haxhe
Journaliste « Libres, ensemble »
Avec la rédaction

Ancien croyant, jusqu'à envisager la prêtrise, vous avez perdu la foi. Vous vous dites agnostique, évolutionniste, laïque, mais certainement pas antireligieux. Après *Et l'homme dans tout ça ?*, dans votre dernier livre, vous vous interrogez : *Et le bien dans tout ça ?* Quand on parle du bien, peut-on le faire sans dualisme religieux ?

Je crois que l'existence, la possibilité du divin, vient de ce que, pour des raisons anthropologiques, toutes les femmes, tous les hommes, tous les *Homo sapiens* ont la capacité de penser le bien. Sans cette capacité, selon moi, l'humanité n'aurait pas émergé. Et sans humanité, les religions n'auraient pas émergé. L'homme a inventé les religions, le bien est donc antérieur au divin.

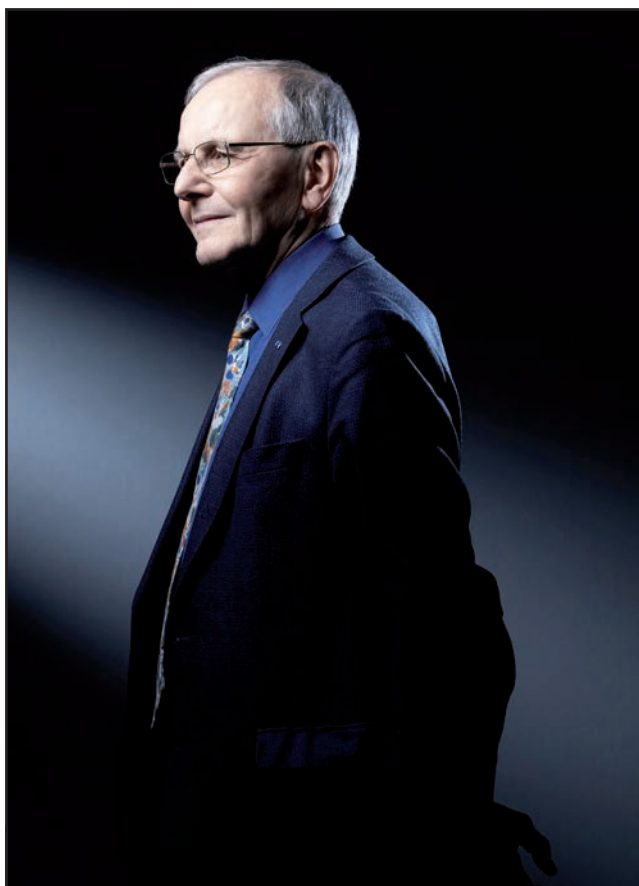
Si l'on met deux bûches séparément dans un feu et qu'elles ne se touchent pas, elles vont rougeoier, mais elles ne vont pas s'enflammer. C'est l'union de ces deux bûches qui

va faire un feu. C'est ainsi que fonctionne l'humain, selon vous ?

L'humain est un être, un produit de l'évolution au cours de laquelle il a été doté de capacités exceptionnelles, qui ne pourront s'épanouir que dans la communion, dans l'échange. Pour que nous, humains, discussions, il y a deux conditions *sine qua non* : que vous et moi ayons un génome humain, c'est-à-dire des propriétés biologiques humaines, et que nous ayons été dans la communauté humaine. Avoir un génome humain ne suffit pas : si vous et moi avions été des enfants sauvages, si dès la plus tendre enfance nous avions été privés de l'insertion dans une famille, nous n'aurions aucunement développé ces capacités, ce psychisme humain qui nous permet de nous parler. Chacun d'entre nous, pour être soi et pour en prendre conscience, dépend de l'Autre. Et sans cette capacité à penser l'importance et la valeur de l'Autre, l'humanité n'aurait pas émergé.



Axel Khan, « Et le bien dans tout ça ? », Paris, Stock, collection « Les essais », 2021, 460 pages.



© Joël Saget / AFP

Axel Khan était médecin généticien et président de la Ligue nationale contre le cancer. Humaniste engagé sur des questions éthiques, philosophiques ou politiques, son dernier ouvrage s'intitule « Et le bien dans tout ça ? ».

Vous redéfinissez des mots comme le bien, le mal, la morale, l'éthique. Pourquoi ? Pensez-vous qu'ils sont un peu galvaudés ?

Aujourd'hui, la morale a plutôt mauvaise presse, contrairement à l'éthique, parce qu'elle renvoie avant tout à une morale religieuse, privatrice de libertés, privatrice de la jouissance, à une morale castratrice en quelque sorte, et qui est devenue insupportable dans de nombreuses sphères de la société en dehors

de certaines religions. L'éthique peut être considérée comme une morale en action, c'est-à-dire une réflexion sur la vie bonne et sur les valeurs qui la fondent, avec l'obligation d'être capable d'explicitier ces valeurs, sur lesquelles on s'appuie pour faire un choix éthique. Ces principes ne peuvent pas faire l'économie de la notion du bien et du mal, et par conséquent, de l'importance et de la valeur de l'Autre. La science du bien et du mal s'appelle la morale, donc il y a tout de même des liens indissolubles entre l'éthique et la morale. J'ai parlé toute ma vie d'éthique, j'ai fait partie d'un nombre incalculable de comités d'éthique. Maintenant, j'ai l'envie d'aller droit à l'essentiel, à ce qui fonde la réflexion éthique : la notion du bien. Et je le dis dans ce livre : « Osons le bien ! »

Vous dites aussi que la morale est l'ennemie du plaisir, qu'elle a donc été bannie de l'enseignement, mais que rien ne l'a remplacée. Est-ce que l'apprentissage de cette morale dépend de celui du bien et du mal ? Pourquoi n'a-t-elle pas été remplacée et pourquoi faudrait-il la remplacer ?

Le bien, selon moi, c'est la prise en considération de la valeur irréductible de l'Autre et de tout ce qui lui est associé, c'est-à-dire sa protection, son épanouissement, sa santé, sa liberté. Comme nous dépendons tous les uns des autres, je dirais que le mépris ou l'indifférence sont plutôt sur le versant du mal. Il est extrêmement important à l'école, dans l'éducation, non pas d'enseigner un catéchisme, mais en tout cas de faire en sorte que l'éducation permette de prendre conscience de la valeur de l'Autre,

dans la totalité de ses réflexions, de ses gestes. Une partie de la violence, une forme du mal élémentaire, est liée à ce que cette référence à la valeur de l'autre n'est plus apparente. Il doit y avoir un éveil citoyen au respect de l'Autre.

Pensez-vous que la laïcité aide à prendre conscience que l'humanité est essentielle dans nos démocraties ?

La laïcité est d'abord la forme la plus évidente de l'autonomie. Il s'agit de la non-attribution d'une supériorité morale à une conception philosophique ou religieuse ou à une absence de conception religieuse particulière. Dans une société laïque, toutes ces conceptions, à partir du moment où elles respectent les droits de l'homme, ont *a priori* la même valeur. On peut d'ailleurs s'y référer et s'il y a prescription des cultes, on peut suivre ces cultes dans le domaine privé. En revanche, puisqu'il n'y a aucune supériorité, on ne peut l'imposer à l'extérieur. C'est dans la diversité de ses analyses et de ses croyances que chacun est le plus libre, le plus autonome.

Avec la pandémie, beaucoup s'inquiètent des mesures liberticides, de l'hyper-surveillance, du traitement réservé aux données récoltées. André Comte-Sponville évoque un nihilisme sanitaire ou un « pan-médicalisme » qui érige la santé en valeur suprême. Que lui répondez-vous ?

J'ai déjà eu l'occasion de répondre à mon ami, et j'ai l'impression qu'il se trompe profondément. Je suis d'accord quand il met en garde contre la permanence de mesures liberticides et l'utilisation de l'urgence sanitaire pour restreindre

les libertés. Mais qu'est-ce que c'est que la liberté ? Dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, l'article 4 dispose que « la liberté consiste à faire tout ce qui ne nuit pas à autrui ». Or il se trouve qu'en matière sanitaire, contaminer autrui, mettre en danger sa santé et sa vie nuit extraordinairement à sa liberté. L'évolution du libéralisme néoclassique a eu tendance à écarter progressivement la dimension collective des libertés pour ne plus favoriser que la liberté individuelle. Et c'est l'écueil que n'évite pas André Comte-Sponville dans ses diatribes contre les mesures sanitaires. Non, la santé n'est pas une valeur ultime, la valeur ultime, c'est l'humain, libre et autonome. Cela nuit beaucoup à l'autonomie de mourir après une maladie ! Qu'il puisse y avoir des arrière-pensées consistant à utiliser de ces mesures sanitaires, justifiées par l'urgence sanitaire, pour restreindre les libertés est sans doute possible. Mais je pense que les mesures sanitaires collectives en elles-mêmes n'ont pas porté atteinte aux libertés, mais au contraire qu'elles ont constitué une bonne appréciation de la défense de la dimension collective des libertés.

Estimez-vous que le vaccin devrait être un bien commun ?

J'ai introduit une demande dans ce sens auprès du président de la République française, et j'ai ensuite fait circuler une pétition internationale afin d'amener le Conseil de sécurité de l'ONU à décider de mettre au point les moyens de fabriquer, de distribuer des vaccins et de vacciner la planète entière. Il s'agit selon moi d'une question de sécurité globale : il est dans notre intérêt également que

« Le vaccin doit devenir un bien commun. Il s'agit selon moi d'une question de sécurité pour tout le monde ».



© Punit Paraniye/AFP

le monde entier soit protégé. C'est un objectif d'humanité, d'universalisme dans la solidarité humanitaire. Pour y parvenir, je préconise la suppression de toute protection par brevet, ou, moins radical, le système de la licence obligatoire, qui est parfaitement reconnu par l'Organisation mondiale de la santé depuis 1994. Pour dire la vérité, je n'ai pas vraiment été entendu. Comme vous le savez, les États-Unis d'Amérique ont réussi un très bel exploit en vaccinant 100 millions de personnes en peu de temps, mais ils bénéficient pour cela de la majorité de l'exportation de tout vaccin et ils n'ont pas vraiment engagé leurs forces pour promouvoir la fabrication et la distribution des vaccins ailleurs dans le monde.

Dans la lettre que Jean Khan, votre père, vous a laissée avant de se donner la mort alors que vous aviez 26 ans, une phrase vous a marqué : « Sois

raisonnable et humain. » Un héritage comme une trame ?

Cette phrase est la trame de mon livre, et aussi un peu la trame de mon existence. Je ne suis pas en train de dire que j'ai été raisonnable et humain grâce à mon père, mais plutôt que je m'y suis toujours efforcé. Car je n'ai jamais oublié ce qu'il m'avait enjoint d'être. Ce fil d'Ariane m'a permis de ne pas me perdre, au détour des aventures et des aléas, dans le labyrinthe de la vie. 🌱

*Libres,
ensemble*

(Ré)écoutez l'interview d'Axel Khan dans son intégralité dans l'émission radio « Covid, effondrement de nos sociétés, urgence climatique : et le bien dans tout ça ? » diffusée le 22 mai, en podcast sur www.libresensemble.be

Je ne suis pas complotiste, mais...

Nous sommes tous enclins à nous poser des questions, à chercher des réponses, et donc tous susceptibles d'adhérer à certaines théories. Et ceci d'autant plus qu'elles font appel à des fonctionnements cognitifs particuliers et répondent à quelques-uns de nos besoins sociaux.

Par François Debras
Maître de conférences - Université de Liège

Exercice : quel est votre degré d'accord avec les théories suivantes, sachant que 1 signifie « pas du tout » et 7, « totalement »¹ ? Premièrement, la Covid-19 a été conçue intentionnellement par un laboratoire chinois. Deuxièmement, le 11 septembre 2001, les tours du World Trade Center se sont effondrées et les services de renseignements américains avaient connaissance, avant les événements, de cette attaque terroriste. Troisièmement, l'assassinat de John F. Kennedy n'est pas l'acte d'un tireur isolé.

Il y a complot lorsqu'un groupe d'individus, souvent désigné comme minoritaire, secret et puissant, s'organise pour accomplir une action illégale, inconvenante, dont la particularité est d'influencer le cours des événements². Le complotisme est une lecture des phénomènes humains qui privilégie la recherche de complots pour expliquer le monde. Dans la plupart des cas, les personnes interrogées préfèrent le doute aux affirmations. Il n'existe pas d'un côté des « farfelus » qui voient des complots partout et de l'autre des « scienti-

fiques rationnels » qui considèrent que tous les complots sont des divagations. Nous nous posons tous des questions. Aussi, pour comprendre l'adhésion aux théories du complot, devons-nous nous représenter un curseur grâce auquel chacun peut se positionner.

Origines de l'adhésion aux théories du complot

Gardons à l'esprit que, parfois, le complot peut s'avérer réel et incontestable. Citons l'« affaire des couveuses » lors de l'invasion du Koweït par les forces armées irakiennes en 1990. Le 14 octobre, une Koweïtienne, « l'infirmière Nayirah », témoigne devant une commission du Congrès des États-Unis. Elle déclare que les soldats irakiens débranchent les couveuses pour laisser mourir les nourrissons. Le témoignage se révèle être un faux. Toutefois, l'émotion suscitée favorise l'intervention des États-Unis en Irak.

Les complots ne sont pas inexistantes et cette réalité nous incite à mobiliser notre

1 Exercice inspiré d'un autre : Marine Maestrutti, « Personne n'est à l'abri », dans *Le Monde diplomatique*, n° 735, 2015, p. 21.

2 Alejandro Romero Reche, « Théorie du complot, secret et transparence », dans *Rue Descartes*, n° 98, 2020, pp. 81-102 et Peter Knight, *Conspiracy Theories in American History*, Oxford, ABC CLIO, 2003, p. 15.

esprit critique. Mais nous devons aussi nous garder de croire que tout ce qui est présenté comme vrai est faux et, inversement, que tout ce qui est présenté comme faux est vrai³. Nous devons distinguer la croyance en des complots dans des contextes et des périodes spécifiques et l'explication systématique de l'histoire comme le résultat d'un seul et même vaste complot (juif, maçonnique, Illuminati...). Les complots existent, mais le complot n'existe pas⁴.

Ces remarques préliminaires étant faites, posons-nous la question de savoir pourquoi nous sommes sensibles aux théories du complot. Comment pouvons-nous porter un regard critique sur la formation de notre jugement ? Pour cela, interrogeons trois biais cognitifs.

Le biais de confirmation

Le scientifique cherche. Il formule des hypothèses, les questionne, les confirme ou les infirme. Si l'esprit critique caractérise le scientifique tout autant que le complotiste, la réflexion du complotiste est spécifique en ce sens qu'il croit connaître la vérité avant de la démontrer. Il sait et appuie son savoir sur des éléments qui vont renforcer son positionnement. C'est le biais de confirmation.

Exercice : à la série de trois chiffres suivants, 4 – 2 – 8, proposez au minimum deux suites. Les personnes interrogées énoncent une règle qu'elles pensent découvrir et la répètent à de multiples reprises : multiplication (fois deux à gauche, fois quatre à droite) ou addition (plus deux à gauche, plus six à droite). Mais peu d'individus mélangent les deux

logiques⁵. Pourquoi ? Parce que, lorsque notre cerveau trouve une logique, il ne la remet pas en cause. Il cherche à confirmer sa première explication et, par paresse ou par souci de rapidité, il ne va pas proposer de nouvelles formes de pensée à chaque étape. Ce biais de confirmation est présent dans les théories du complot. Lorsqu'un complotiste pense avoir trouvé une explication, il cherche les faits qui viennent renforcer sa pensée et non la contredire. Il en est de même durant les repas de famille. Lorsqu'il y a débat, nous allons sur Internet dénicher des articles qui vont confirmer notre positionnement. Très peu d'entre nous, soyons honnêtes, sélectionnent les données qui viendraient contredire notre point de vue.

Ainsi, aucun astronaute n'a marché sur la Lune en 1969. Il s'agit là de propagande américaine. La preuve en est que, sur les photographies, il n'y a pas d'étoiles dans le ciel. Il s'agit donc bien d'une mise en scène dans un studio. Le complotiste n'est pas fou, il pense qu'il a raison et il ne sélectionne que les sources qui légitiment son opinion. La conclusion précède la démonstration et les faits sont sélectionnés en fonction de leur orientation.

Le biais de conjonction

Nous avons tendance à relier des phénomènes entre eux et à surestimer la probabilité d'une causalité.

Exercice : Linda, 31 ans, diplômée en philosophie, milite dans des mouvements féministes. Selon vous, est-il plus probable que Linda soit

3 Sarah Troubé, « La culture du complot : une paranoïa de la vie quotidienne ? », dans *Revue française de psychanalyse*, vol. 81, 2017, p. 376.

4 Jérôme Jamin, *L'imaginaire du complot. Discours d'extrême droite en France et aux États-Unis*, Amsterdam University Press, 2009, p. 45.

5 Étude menée par Peter Wason, « On the failure to eliminate hypotheses in a conceptual task », dans *The Quarterly Journal of Experimental Psychology*, vol. 12, 1960, pp. 129-140.



© Remi Decoster/Hans Lucas/AFP

« Le complotisme est une lecture des phénomènes humains qui privilégie la recherche de complots pour expliquer le monde ».

employée de banque (réponse A) ou employée de banque et de gauche (réponse B) ? La plupart des répondants fondent leur jugement sur un portrait abstrait plutôt que sur la probabilité d'un tel cas de figure. Il est plus commun d'être employée de banque plutôt qu'employée de banque et de gauche à la fois. Les

stéréotypes influencent notre perception⁶.

Dans les théories du complot, le biais de conjonction renforce l'idée de lien entre les événements. Revenons sur l'attentat au Musée juif de Bruxelles. Le 24 mai 2014, un homme entre dans le musée et tue quatre per-

6 Daniel Kahneman et Amos Tversky, « Extensional versus intuitive reasoning », dans *Psychological Review*, vol. 90, n° 4, 1983, pp. 293-315.

sonnes. L'arrestation de Mehdi Nemmouche fait émerger plusieurs théories s'opposant à la version officielle des faits. Laurent Louis, ancien député fédéral et ancien président du parti Debout les Belges, dénonce une collaboration entre Israël et le MR, dont l'objectif serait d'influencer les élections régionales, fédérales et européennes du 25 mai 2014, soit le lendemain des faits (biais de conjonction). Didier Reynders, à l'époque ministre des Affaires étrangères, aurait préparé l'attaque grâce à de nombreux contacts au sein de la communauté juive. Pour Laurent Louis, l'arrivée du ministre quelques minutes à peine après l'attaque constitue la preuve qu'il s'agit d'un acte prémédité. Didier Reynders réalise un bon score électoral en termes de voix de préférence à Bruxelles, ce qui confirme sa culpabilité (biais de confirmation)⁷. Le théoricien du complot organise et mobilise les faits de telle façon qu'ils corroborent sa vision du réel. Il ne prend pas en compte les sources qui infirment son raisonnement. Si Didier Reynders est effectivement le numéro un en termes de voix de préférence pour la circonscription de Bruxelles, c'est le parti socialiste qui remporte la victoire en termes de sièges, ce qu'écarte le complot.

Le biais d'intentionnalité

Si nous présentons à un groupe plusieurs récits d'incendie en variant les causes (acte criminel, sécheresse, défaillance technique...), les personnes privilégient les propositions en faveur de l'acte intentionnel plutôt que celles faisant appel à la malchance⁸.

Pour les complotistes, les phénomènes sociaux sont les conséquences des actions directes de certains individus. « Rien n'est dû au hasard. » L'attaque soudaine d'un homme qui fait irruption dans un lieu public et tue plusieurs individus est un fait angoissant. Les catastrophes qui frappent la société sont porteuses d'insécurité et d'interrogations : qui, comment, pourquoi et dans quel but ? Les théories du complot répondent à un besoin social, celui de comprendre. La théorie du complot est d'autant plus attirante qu'elle apporte une réponse globale et dépouillée de toute subtilité face à des événements qui nous échappent par leur complexité ou leur arbitrarité⁹. Le complot permet aussi de désigner un bouc émissaire¹⁰. L'individu n'est ainsi jamais responsable de son malheur.

À titre d'exemple, l'État islamique en Syrie et en Irak ne peut être le fruit d'une multitude d'erreurs stratégiques. Il est l'aboutissement d'un projet qui profite soit aux Américains, soit aux Israéliens, soit à Bachar el-Assad. Le chaos est volontaire. Autre exemple, le 8 mars 2014, le vol MH370 disparaît dans l'océan Indien. Pour les complotistes, il est impossible, étant donné les technologies actuelles, de ne pas retrouver l'avion. Si tel est le cas, alors, le crash résulte nécessairement de la volonté de certains. Il s'agirait d'une action de la CIA visant à mettre la main sur un drone de nouvelle génération contenant des informations capitales, qui était caché dans la soute. Ici, le postulat de l'existence d'une organisation secrète toute-puissante ne nécessite pas de pièces à conviction puisque, par définition, les coupables effacent toute

7 Laurent Louis, « Musée J-juif de Bruxelles : attentat antisémite ou supercherie d'État ? », mis en ligne sur www.deboutlesbelges.be, consulté le 14 juillet 2015.

8 Étude menée par John McClure, Denis Hilton et Robbie Sutton, « Judgments of voluntary and physical causes in causal chains : probabilistic and social functionalist criteria for attributions », dans *European Journal of Social Psychology*, vol. 37, n° 5, 2007, pp. 879-901.

9 Henri Madelin, « Rumeurs et complots », dans *Études*, tome 397, 2002, p. 484.

10 Park Jung Ho et Chun Sang Jin, « La Théorie du complot comme un simulacre de sciences sociales ? », dans *Sociétés*, n° 112, 2011, p. 158.

© Roger Viollet/AFP



« Aucun astronaute n'a marché sur la Lune en 1969. Il s'agit là de propagande américaine. La preuve en est que, sur les photographies, il n'y a pas d'étoiles dans le ciel » : cette affirmation est l'une des favorites des complotistes.

trace de leurs agissements. L'absence de preuve est une preuve à part entière.

Complots et besoins sociaux

Chaque drame, chaque attentat possède des zones d'ombre. Loin d'être une machination sans aucun sens ni fondement, les théories du complot reposent sur la suspicion, le doute et l'interrogation. Les politiques, les journalistes et les experts sont considérés comme des menteurs¹¹. Pour les complotistes, le diable se cache dans

les détails. L'interrogation nourrit la recherche, qui entraîne davantage encore d'interrogations et de remises en question. Ainsi les théories du complot répondent à certains de nos besoins sociaux : curiosité, quête de savoir, rejet de la faute, attribution de sens... Mais méfions-nous toujours des preuves uniques pouvant tout expliquer, des analyses globales répondant à l'ensemble de nos peurs. Et méfions-nous également de nous-mêmes et des modes de formation de nos jugements. 🌹

¹¹ Vincenzo Cicchelli, Sylvie Octobre, « Fictionnalisation des attentats et Théorie du complot chez les adolescents », dans *Quaderni Communication, technologies, pouvoir*, n° 95, 2018, p. 53.





60 Le sport comme refuge

64 Élections allemandes :
tous les voyants au vert

67 Quand la Turquie rejette Istanbul

Le sport comme refuge

Sur l'île de Lesbos et à Athènes, l'ONG Yoga and Sport with Refugees organise des activités sportives là où des milliers de migrants continuent de vivre dans des conditions « transitoires » de longue durée. Dans le meilleur des cas, ils commencent ici une nouvelle vie.

Par Dario Antonelli, journaliste
et Giacomo Sini, photoreporter

Le soleil brûle la peau, le parfum de l'immortelle emplit l'air, le sang tape dans les tempes. Le souffle est court pendant la montée. Nina et Nasim apparaissent parmi les oliviers en haut du chemin, ils sont revenus chercher ceux qui étaient restés derrière. « Bravo ! » s'exclame Nina en souriant. « Encore quelques mètres et on sera en haut de la côte, puis c'est la descente ! Courage ! » Les chaussures semblent désormais plus légères et les pieds s'élancent sur la route accidentée. Courir ensemble permet de garder le rythme.

Ici, vous n'êtes jamais seul, même pendant la course. Parmi les organisations actives en pleine crise humanitaire sur l'île de Lesbos, *Yoga and Sport with Refugees* est un projet unique. Depuis près de quatre ans, ils sont des milliers, principalement des réfugiés, à avoir participé à des entraînements sportifs gratuits dans vingt-cinq disciplines différentes allant de la course à pied au kung-fu, en passant par la natation et le yoga.

De nombreuses activités se déroulent dans le gymnase de l'association, à quelques kilomètres du centre de Myti-

lène, à proximité du camp de réfugiés de l'île. « Au début, nous n'avions qu'une tente », raconte Estelle, Française de 29 ans et fondatrice de l'ONG. « Puis nous avons trouvé cet entrepôt. Les murs étaient complètement noirs de fumée. Nous avons travaillé dur pour en faire une salle de sport. » Aujourd'hui, dans le hall, il y a des machines et des tapis d'exercice et un mur d'escalade coloré.

L'entraînement, un moyen d'évasion

Nabiullah étale ses kimonos fraîchement lavés au soleil sur la place. « Depuis quelques semaines, je suis bénévole. En plus de la gestion de la salle de gym avec d'autres, je fais un peu de boxe et de course à pied. Mais ce que j'aime par-dessus tout, c'est l'escalade. » Âgé de 20 ans, le jeune réfugié vient d'Afghanistan. Il est arrivé il y a un an et huit mois. Un an passé dans le tristement célèbre camp de Moria, qui a brûlé en septembre 2020, et huit mois au camp de Mavrovouni, nommé Moria 2.0 en raison de ses conditions inhumaines. Derrière les tourelles et les barbelés, 6 500 personnes vivent dans des tentes. Les rues du camp



Sur l'île de Lesbos et à Athènes, l'ONG Sport and Yoga for Refugees propose aux réfugiés une forme d'évasion et de solidarité par le sport.

sont sillonnées en permanence par la police, et l'accès à l'eau est insuffisant, tout comme l'assainissement.

« Il faut souvent insister pour pouvoir sortir du camp. Au centre de Mytilène, la police vient nous contrôler. Alors certains restent toute la journée sous la tente, ne bougent que pour les repas et ne sortent jamais. Pourtant, c'est important de sortir du camp, de rencontrer d'autres personnes », explique Nabiullah. « Pour ne pas devenir fou. » La santé mentale et le bien-être physique des personnes vivant dans les camps sont extrêmement menacés, selon un rapport de Médecins sans frontières publié le 10 juin dernier. Cinq ans après les accords entre l'Union européenne et la Turquie, la situation est dramatique.

Dans ce contexte, *Yoga and Sport with Refugees* tente de briser l'isolement. « Nous avons choisi de ne pas travailler sur le terrain, car faire des activités à l'extérieur permet aux gens de sortir du camp et de sa dynamique », explique

Nina, une Néerlandaise de 26 ans qui soutient Estelle dans la gestion de l'association.

Le matin, à 8 h 30, le gymnase est déjà ouvert. Aziz, 24 ans, originaire du Congo, est le coach de musculation. De vieux Afghans et des jeunes Congolais et Camerounais se relaient aux haltères, sur les bancs, sur les machines, suivant le programme d'exercices. Aziz observe calmement la pièce, donne des conseils, vérifie que tout va bien. Il habite à Mytilène, dans une maison du haut de la ville, avec d'autres instructeurs de l'association, dont les professeurs de yoga Zakhi et Yadullah, qui ont respectivement 20 et 23 ans et sont originaires d'Afghanistan.

Le sport, un ancrage

« Maintenant, je peux voyager », explique Yadullah. « J'ai obtenu des papiers, j'ai envie d'aller en Iran pour retrouver ma famille, qui est là-bas. Je pourrais aller en Allemagne, mais je ne

voudrais pas y aller seul, ici j'ai une communauté. » À l'ombre d'un citronnier, ils parlent du futur avec Mohammad et Masume, ils ont presque le même âge, ils partagent une passion pour le théâtre et sont très amis. « Quand je suis arrivé au camp et que j'étais malade », se souvient Zakhi. « J'avais perdu tout intérêt et envie de faire quoi que ce soit, alors je suis allé à un cours de yoga, je m'y suis reconnecté à moi-même et j'ai retrouvé de la sérénité. C'est pourquoi j'enseigne le yoga, car je pense que cela peut être bon pour tout le monde, surtout ici. »

Dans le petit port de Skala Sikami-neas, au nord de l'île, un pêcheur répare le filet déchiré. La côte turque est à 8,9 kilomètres, mais cette étendue de mer peut durer toute une vie. Les lambeaux décolorés de gilets de sauvetage que les autorités locales ont entassés non loin de là, dans un creux derrière Méthymne, racontent l'histoire. Mahdi regarde l'eau cristalline dans laquelle plongent ses amis. « J'ai risqué deux

fois de me noyer », dit-il. « J'ai peur quand je mets la tête sous l'eau, mais je veux apprendre à nager. » L'Afghan de 27 ans est le charismatique coach de Team Energy à Lesbos, l'équipe de kick-boxing présente à la fois sur l'île et à Athènes, où l'association a étendu ses activités depuis septembre 2020.

Ce soir, Mahdi et ses garçons seront tous chez Nina et Estelle. Scotchés à la télévision, ils regardent les matchs de muay thai de deux athlètes de Yoga and Sport, Majid et Hamid, qui se battent pour le Grand Prix d'Athènes.

Tous les après-midi, à Athènes, Hamid rassemble une trentaine de filles et garçons dans le parc dédié au dieu Arès. En tant qu'entraîneur, il est dur et rigoureux, mais il transmet une énergie énorme. Il a 30 ans, est d'origine afghane lui aussi, mais il est né et a grandi en Iran, où il a commencé le kick-boxing à 10 ans. Il n'a jamais cessé les combats depuis et a participé à des compétitions

Boxe, yoga, danse : différentes disciplines sportives sont proposées aux réfugiés, jeunes comme plus âgés, pour leur redonner un but et le goût à la vie.



internationales. « J'ai toujours continué à m'entraîner et à enseigner. Nous avons créé une équipe : Team Energy. Je suis venu en Europe pour combattre au niveau professionnel. Le sport, c'est ma vie », ajoute Hamid.

Des sportifs avant tout

À l'ombre des arbres de la place d'Exarchia, tout en sirotant un café, Estelle explique : « Ceux qui ont obtenu des papiers et se sont installés ici, à Athènes, voulaient, pour la plupart, continuer à faire du sport. Dès que l'occasion s'est présentée, nous avons commencé. » Nina souligne combien il est important d'avoir lancé les activités à Athènes : « Alors que Lesbos n'est qu'un lieu de passage, ici les gens commencent à se construire une nouvelle vie. » Les deux jeunes femmes viennent périodiquement dans la capitale pour tenir des réunions de planification avec les trois coordinatrices de l'association à Athènes, toutes réfugiées afghanes, qui gèrent l'ensemble des activités dans la capitale.

Parmi elles se trouve Sohaila, qui n'a que 16 ans. En tant que coordinatrice, elle s'occupe de la communication. Sa passion est le muay thai, elle travaille dur pour participer aux rencontres officielles. « Dès que je le pourrai, j'irai en Thaïlande », dit-elle. C'est une battante. Après avoir tenté à huit reprises de franchir la frontière entre la Turquie et la Grèce, elle a atterri à Lesbos en 2019, avec sa mère et sa sœur. Sohaila parvient à se payer une chambre à Athènes grâce à la rémunération de *Yoga and Sport*. Mais sa famille est contrainte de vivre dans le camp de Malakasa, à 40 kilomètres d'Athènes, accessible en train.

Le gouvernement grec est en train de construire un haut mur de béton autour du périmètre du camp. « C'est une situation terrible », dit la mère de Sohaila en versant de l'eau dans la bouilloire et en préparant du thé pour les invités. Leur tente est installée à l'intérieur de ce qui était autrefois le gymnase du camp, maintenant il y a des dizaines et des dizaines de tentes, il n'y a plus de place.

Dans le parc, sous les grosses branches d'un caroubier se déroule l'entraînement de kung-fu d'Ehsan. Parmi les étudiants se trouve Aaresh, un Afghan de 17 ans qui a déjà passé cinq années de sa vie en Grèce, dans l'attente de pouvoir rejoindre le reste de la famille en Allemagne. « Quand j'ai du temps libre, je fais du kung-fu. Ehsan est un super professeur et surtout un super ami. » Aaresh, quant à lui, arrange les bandages sur ses mains avant d'enfiler des gants jaunes. « Il n'y a pas "les réfugiés" et "les autres", nous sommes pareils », dit-il en resserrant la fermeture de son gant gauche. C'est à son tour de pratiquer avec l'entraîneur. Au centre du carré, il esquive et frappe avec force et précision.

Pendant ce temps, l'entraînement de course à pied se déroule au stade d'athlétisme Zográfou. L'instructeur s'appelle Morteza, il a 19 ans et vient d'Afghanistan. Il a commencé à courir à Lesbos. « J'ai déjà gagné des compétitions en Grèce », dit-il fièrement. Il vise haut, son entraînement est exigeant mais équilibré. Après plus de 20 kilomètres sur piste, les coureurs rentrent avec Nina. Ils descendent le long de l'avenue Alexandros sous le soleil couchant. Même pour rentrer « chez eux », ils courent. 🌱

Élections allemandes : tous les voyants au vert

Tandis que les thèmes de la sécurité et de l'immigration occupent l'espace politique dans d'autres campagnes électorales européennes, les Allemands ne parlent que de climat pour l'après-Merkel. Les écologistes, qui devraient arriver en deuxième position, mènent la danse.

Par Christophe Bourdoiseau
Correspondant à Berlin

En Allemagne, il y a du changement dans l'air. Après seize ans de règne ininterrompu, Angela Merkel va quitter le pouvoir à l'issue des élections de l'automne, et les Allemands aspirent plus que jamais à une alternance politique. Ils ne veulent plus de la « grande coalition », une alliance à bout de souffle entre l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et le Parti social-démocrate (SPD) qui a dirigé le pays pendant douze ans (trois gouvernements). C'est la première fois dans l'histoire du pays qu'un chef de gouvernement – en l'occurrence une cheffe – ne se représente pas à sa propre succession en étant, de surcroît, populaire. Angela Merkel prépare ses adieux en forme de victoire politique, contrairement à tous ses prédécesseurs qui se sont fait chasser par les urnes ou par le Parlement.

Elle va laisser un grand vide. Tous les sondages le confirment : une majorité d'Allemands aurait souhaité qu'elle se représente pour un cinquième mandat. « Aucun parti n'a été en mesure d'aligner un candidat ou une candidate aussi populaire et avec autant de professionnalisme que Merkel », résume Gero

Neugebauer, politologue à l'Université libre de Berlin (FU).

Auf Wiedersehen Angela

Tandis que les thèmes de la sécurité et de l'immigration occupent l'espace dans d'autres campagnes électorales d'Europe, les prétendants à la succession de Merkel ne parlent que de transition écologique. Les inondations dramatiques de la mi-juillet, qui ont fait près de 200 morts en Allemagne, ont renforcé le sentiment d'urgence dans la population. Si l'on en croit les sondages, plus de 20% des électeurs sont prêts à voter pour les écologistes, soit deux fois plus qu'en 2017.

Les Verts talonnent toujours le CDU et devraient arriver en deuxième position du scrutin le 26 septembre. Quelle que soit l'issue du scrutin, les *Grünen* devraient participer au prochain gouvernement. Sans eux, aucune coalition n'est actuellement imaginable, si bien que les écologistes et leur candidate, la jeune Annalena Baerbock (40 ans), mènent la danse. Tous les partis poli-

tiques, à part l'extrême droite, sont prêts à s'unir avec elle.

À droite, le Parti chrétien-démocrate (CDU) rêve déjà d'une alliance gouvernementale avec eux comme partenaire junior. Pour cela, le candidat de la CDU à la chancellerie, Armin Laschet, tente de se profiler en grand défenseur de l'environnement... alors qu'il a été pendant des années un ardent partisan du charbon, très impliqué dans la région qu'il préside (Rhénanie-du-Nord-Westphalie). « Les conservateurs n'ont pas résolu les crises écologiques. Ils en sont l'origine », accuse même Luisa Neubauer, figure de proue des grèves scolaires pour le climat (*Fridays for Future*). La stratégie d'Armin Laschet est de convaincre les Allemands de lui confier la chancellerie avec les écologistes comme partenaire junior pour... freiner leur volonté de réformes. Mais le pari sera difficile pour un candidat très impopulaire et qui souffre d'une image rétrograde.

Alors que la droite était donnée largement gagnante au début de l'année grâce à sa bonne gestion de la pandémie, elle s'est effondrée dans les sondages en raison d'une série de scandales dans ses rangs au *Bundestag*, l'assemblée fédérale. Les conservateurs ont perdu près de dix points en quelques semaines à cause de l'« affaire des masques » (des députés ont profité de la pandémie pour s'enrichir avec des contrats publics), passant sous les 30 %, voire dernière les écologistes, dans les intentions de vote.

Le climat sur toutes les lèvres

« La CDU est complètement dépassée par le grand thème de la campagne, la

transition écologique, qu'elle n'a pas su anticiper. Il lui manque une composante verte », estime Gero Neugebauer. « Quant aux conservateurs, ils se sont déjà mordu les doigts en copiant l'extrême droite dans les scrutins précédents. Cette fois, ils risquent encore de répéter l'erreur en imitant les écologistes. Or, les électeurs préfèrent toujours l'original », analyse Uwe Jun, politologue à l'Université de Trèves.

Alors que le pays compte désormais près de deux millions de réfugiés, le droit d'asile n'a pas été un sujet de campagne. Le parti d'extrême droite AfD (Alternative pour l'Allemagne), entré à grand fracas en 2017 au *Bundestag*, n'est pas parvenu à mobiliser ses électeurs. Les divisions internes entre le courant libéral d'origine et l'aile identitaire, proche des néonazis, devraient faire tomber le parti sous la barre des 10 %. « Le nombre de réfugiés arrivant en Allemagne s'est beaucoup réduit. L'intégration est en partie réussie pour tous ceux qui sont arrivés depuis 2015. Le sujet ne joue aucun rôle dans la campagne », explique Gero Neugebauer.

Quant aux sociaux-démocrates, ils n'échappent pas au déclin que connaissent tous les mouvements de gauche en Europe. Le parti de Willy Brandt et de Helmut Schmidt atteignait presque les 40 % aux élections fédérales il y a encore vingt ans. Il peine à dépasser les 16 % d'intentions de vote dans les sondages. En vingt ans, le SPD a divisé ses scores électoraux par deux, voire par quatre à l'est du pays. Dans certaines régions, il est même devenu tellement insignifiant qu'il est classé « divers gauche » à l'annonce des résultats électoraux.

Pour redresser la barre, leur candidat, Olaf Scholz, tente lui aussi de mobiliser sur la protection du climat qu'il a définie comme une « priorité absolue ». Mais l'écologie n'a jamais été un thème de prédilection pour ce parti proche des mineurs. « Les sociaux-démocrates sont incapables de tenir tête aux Verts sur le sujet », tranche Uwe Jun.

Les déçus de la gauche traditionnelle sont rassemblés depuis vingt ans dans le mouvement radical de gauche (Die Linke), très stable, qui aspire à entrer lui aussi dans un gouvernement dirigé par les écologistes. Le scénario d'un « front de gauche » est tout à fait imaginable en Allemagne avec une coalition entre écologistes, SPD et Die Linke, une alliance sans précédent au fédéral.

Une jeunesse verdoyante

Le succès de jeunes activistes environnementaux devant le tribunal constitutionnel, le 29 avril dernier, a été un tournant qui a complètement « verdi » la campagne. En donnant raison aux jeunes qui accusaient le gouvernement de faire une politique au détriment des générations futures, les juges de Karlsruhe ont complètement discrédité la politique climatique des partis au pouvoir. Le gouvernement a été obligé de corriger la loi Climat de 2019 seulement quelques jours après le jugement pour faire montre de bonne volonté. Le nouveau texte prévoit désormais une réduction des émissions de CO₂ de 65 % d'ici 2030 (par rapport au niveau de 1990) contre les 55 % prévus auparavant. L'objectif de neutralité carbone a été avancé de cinq ans à 2045.

Ce jugement a été un véritable camouflet pour de nombreux responsables politiques de droite et de gauche qui s'étaient moqués des revendications de la « génération Thunberg ». Début 2020, le ministre conservateur de l'Économie avait fait la leçon aux élèves comme un professeur. Peter Altmaier (CDU) leur avait conseillé de manifester plutôt pendant leurs heures de repos pour ne pas « manquer les cours de math ».

Le président du parti libéral (FDP), Christian Lindner, est allé encore plus loin dans les attaques en estimant que les jeunes devaient plutôt rester sur les bancs de l'école pour apprendre les « relations de cause à effet entre la science et l'économie » et « laisser la protection de l'environnement aux pros ». Or, ce sont ces « écoliers » qui ont obtenu gain de cause devant le tribunal constitutionnel et obligé le gouvernement à corriger sa politique.

Quel que soit le résultat des élections, cette campagne électorale aura des répercussions sur l'Allemagne de l'après-Merkel. Le pays sera beaucoup plus vert : on s'attend à une augmentation substantielle de la taxe carbone, à une réforme de la compagnie ferroviaire (Deutsche Bahn), à une fermeture accélérée des centrales à charbon, à une vitesse limitée sur les autoroutes (l'Allemagne est le dernier pays industriel au monde sans limitation), à un programme d'investissement pour les éoliennes et les pistes cyclables, à la disparition accélérée du moteur à combustion, etc. « La politique environnementale va être bouleversée », confirme le Uwe Jun. Une nouvelle ère s'ouvrira en Allemagne dès ce 26 septembre. 🌿

Quand la Turquie rejette Istanbul

Premier pays à ratifier la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique en 2012, la Turquie est aussi le premier pays à s'en retirer : depuis le 20 mars dernier, elle ne fait plus partie des signataires de la Convention d'Istanbul. Un coup dur pour les droits des femmes et des minorités sexuelles.

Par Aslihan Tekin
Membre du Bureau - Lobby européen des femmes

La Convention d'Istanbul, qui érige en norme la tolérance zéro à l'égard des violences faites aux femmes et des violences sexistes, tout en garantissant les droits fondamentaux, apparaît comme une référence en matière de législation et de politique. Bien que la convention vise principalement à prévenir les violences faites aux femmes, elle encourage également les États membres à appliquer ces principes pour combattre les discriminations fondées sur le sexe, la race, l'orientation sexuelle ou l'âge. La convention demande aux États de mettre en œuvre des politiques d'égalité entre les femmes et les hommes, et de favoriser l'autonomisation des femmes.

Ce sont des groupes conservateurs, d'extrême droite et misogynes qui ont appelé au retrait de la Turquie de la convention, par l'intermédiaire d'une campagne de désinformation et du ciblage des communautés LGBTQI+. Les associations de

femmes en Turquie ont protesté sans relâche et par tous les moyens contre ces actions menées dans le but de discréditer la Convention d'Istanbul depuis l'été 2020. Malgré un mouvement de solidarité sans précédent, tant au niveau national qu'international, pour en faire respecter les termes, la sortie a été décidée lors de la 65^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations unies au cours du mois de célébration de la Journée internationale des droits des femmes, juste après la réunion avec le président de la Commission européenne le 19 mars. C'est une déclaration en soi.

Misogynie d'État

Le retrait de la Convention décidé par la Turquie viole clairement la Constitution turque. L'article 104 stipule que le président n'a pas le pouvoir de prendre des décisions dans le domaine des droits de l'homme et des libertés. Ainsi, selon

les articles 87 et 90, les traités internationaux sont sous l'autorité de la Grande Assemblée nationale de Turquie. Une loi ne peut être modifiée ou annulée ni par un décret présidentiel ni par une décision du président.

Les autorités turques sont en train de concevoir une société en accord avec leur idéologie, où la femme est confinée et n'a de place que dans la famille. Elles s'emploient également à maintenir et à renforcer leur domination là où les droits des femmes sont négligés et où le pouvoir patriarcal peut être renforcé. Elles ciblent les droits des femmes et des communautés LGBTQI+, mais ce sont des prétextes pour se retirer de la convention. Loin d'être une menace pour la famille, la convention vise à combattre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et à promouvoir ainsi des familles et une

société sans violence. Il faut se rappeler que la violence faite aux femmes est un sujet très politique, et que chaque revers dans ce domaine déclenchera de nouvelles violences contre les femmes et des féminicides.

Ces dernières années, l'État de droit et les valeurs de la démocratie sont l'objet de nombreuses attaques, ce qui a un impact sur les droits des femmes. L'avortement est un droit légal, mais il n'est pas pratiqué dans de nombreux hôpitaux publics. Les organisations de femmes en Turquie se battent quotidiennement contre l'amnistie des auteurs d'abus sexuels sur les enfants, contre le mariage des enfants et contre la restriction de la pension alimentaire. En 2012, le ministère de la Femme est devenu ministère de la Famille, pour ensuite être rattaché au ministère du Travail. La Turquie se classe



Manifestation contre le retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul. Un vrai recul pour les droits des femmes dans ce pays.

133^e sur 156 pays dans le Gender Gap Index. Selon les dernières données des Nations unies concernant les femmes en politique, et plus précisément le ratio de femmes députées au Parlement, la Turquie se place au 129^e rang. En général, la représentation de la femme dans la Grande Assemblée est de l'ordre de 17 %. Les organisations de la société civile, en particulier celles de femmes indépendantes, qui ont défendu la Convention d'Istanbul et ses principes, connaissent des conditions de plus en plus restrictives. Cette situation montre qu'il est urgent de créer un environnement favorable permettant aux organisations de femmes de prospérer et de coopérer entre elles et avec les institutions nationales et internationales. On doit changer beaucoup de choses.

La riposte féministe

Ce retrait a été critiqué et est considéré comme une violation de la Constitution par les ONG de défense des femmes et des droits de l'homme. Des personnalités politiques issues de l'opposition en Turquie ont saisi le Conseil d'État pour demander l'annulation de cette décision, et de nombreux recours ont été introduits. Les associations de femmes n'acceptent pas du tout le retrait de la convention, en particulier à une époque où les mouvements anti-genre et antiféministes prolifèrent. Il est urgent que des actions et des engagements concertés renforcent les droits des femmes et les protègent de toutes les formes de violence en croissance constante. Il est temps de partager le fardeau,

Nous demandons instamment à la Turquie de revenir sur sa position qui constitue une violation de la Constitution et la négation de la volonté du peuple.

d'agir collectivement et de protéger les droits acquis.

Nous demandons instamment à la Turquie de revenir sur sa position concernant le retrait de la Convention d'Istanbul, qui constitue une violation de la Constitution et la négation de la volonté du peuple. Nous demandons à tous les membres du Conseil de l'Europe et aux États signataires de la Convention d'Istanbul de prendre des mesures immédiates et de les mettre en œuvre, conformément au droit international, car la Turquie refuse de rendre compte de ses engagements internationaux. C'est dangereux et inquiétant, et cela peut avoir des conséquences pour nous tou.te.s, en Europe et dans le monde. Malgré l'offensive contre la société civile, nous continuerons à nous mobiliser et à nous organiser pour nos droits, déterminées et fortes de notre expérience. Nous ne permettrons pas que des décisions soient prises pour nous sans nous. Nous appelons toutes celles qui portent les valeurs de progrès à agir pour plus d'égalité, de solidarité, de justice en soutien aux femmes de Turquie. 🌹



Campagne
« United for Istanbul Convention »
<https://united4istanbulconvention.medium.com>

72 Impossible ? Pas possible !

75 Folies en scène



Impossible ? Pas possible !

Pour « L'École de l'impossible », le documentaire qu'il a tourné avant la pandémie, Thierry Michel s'est immergé dans le quotidien d'élèves que la vie n'a pas épargnés. Il en sort un film très touchant, à hauteur d'humanité.

Par Frédéric Vandecasserie
Journaliste

Le collège Saint-Martin, dans la banlieue liégeoise, accueille plus de 400 jeunes qui y reçoivent un enseignement général, mais surtout technique et professionnel. Entre ses murs, une section est spécifiquement réservée aux élèves en décrochage scolaire, ces ados et jeunes adultes en échec permanent. Qui, depuis l'école primaire, ont un « bulletin rouge » et sont exclus des autres établissements de la région. Enseignants et personnel de direction sont conscients de l'enjeu et du défi. C'est dans ce microcosme, entre coups de gueule, coups du sort, tranches de vie et belles surprises, que Thierry Michel a posé sa caméra durant une année scolaire. Loin du voyeurisme et de tout angélisme, cette réalisation illustre parfaitement le précepte de Victor Hugo, selon lequel « Il n'y a ni mauvaises herbes ni mauvais hommes. Il n'y a que de mauvais cultivateurs. »

Ce qui frappe dès les premières images de ce film qui ne se perd pas dans une longue introduction, c'est

l'apparente facilité avec laquelle le cinéaste-intervieweur récolte les confessions et les états d'âme des étudiants avec qui il entre en discussion. « Et pourtant, précise Thierry Michel, nous n'avons pas du tout employé la technique "Strip Tease", consistant à se faire oublier. J'ai travaillé avec une équipe normale, bénéficiant même, en fait, de gros moyens. Une fois le tournage commencé, je ne me suis pas posé la question d'une quelconque discrétion. Nous avions au préalable installé une relation de confiance avec les élèves, avec les professeurs et la direction de l'établissement. Quand vous prenez le temps d'expliquer votre projet et de parler avec votre entourage, la caméra est perçue comme bienveillante. J'ai aussi montré des extraits de mes reportages précédents pour expliciter ce que je voulais faire. Et cette façon de procéder a payé, une fois de plus ! Même si quelques-uns de nos interlocuteurs se sont un peu comportés comme des matamores

au début, ils sont vite revenus à un certain naturel. Je crois que plus les gens se sentiront à l'aise au fur et à mesure des échanges, moins ils joueront un rôle, et plus ils se comporteront normalement. La spontanéité, c'est bien ce que je cherche.»

De l'humanisme, pas de voyeurisme !

Pas question de jeu d'acteur, donc. Même si, le générique l'atteste, notre homme est aussi son propre « scénariste ». On ne peut s'empêcher de se demander, comme pour chaque documentaire « en immersion », où se trouve la limite entre le « film » et le « doc ». Autrement dit, pourquoi recourir à un scénariste, alors qu'il s'agit « juste » de racon-

ter le réel avec des gens qui, de plus, ne sont pas des acteurs ?

« C'est une question que je me pose souvent », confirme Michel. « Mais, dans le cas de mes films, le scénario se limite juste à agencer ces moments de vie pour en faire un tout cohérent, sous la forme d'une histoire. Rien n'a été inventé, ni joué, ni recommencé pour les besoins de la caméra », continue-t-il. Fier, à juste titre, du résultat. Répondant à la grammaire cinématographique classique des personnages choisis parce qu'ils sont attachants et d'une dose d'humour bienvenue pour désamorcer un propos parfois très dur et dérangentant et, en même temps, à une profonde humanité dans des moments qui n'ont jamais rien d'aseptisé.



© Les Films de la Passerelle

Dans son documentaire tourné avant la pandémie, Thierry Michel raconte l'histoire de jeunes en crise, confrontés à l'univers scolaire. Toute similitude...

Ce qui n'exclut pas de poser des seuils à ne pas franchir de toute façon ! « Nous nous étions fixé une ligne rouge, comme dans chacun de mes films. Elle marquait clairement la limite entre les choses que nous voulions bien montrer et les autres. Et nous n'y avons jamais dérogé. Il ne fallait tout d'abord tomber dans aucun voyeurisme. Notre but, toujours le même, est en premier lieu d'essayer de trouver les pulsions de vie de ces gens, dans des destins souvent fracassés. Certains ont vécu des viols, des incestes, des abandons... D'ailleurs, cette école, c'est un peu celle de la dernière chance. » Comme le directeur de l'établissement le résume à un moment du film : « Nous avons des bras cassés, et nous sommes là pour les réparer. »

Et ce qui nous a fait sortir de la projection la larme à l'œil et l'espoir en bandoulière, c'est justement le fait que cette école arrive à recoller un maximum de morceaux. Sans triomphalisme, mais grâce à l'abnégation du personnel pédagogique. « C'était bien le but de montrer tout ça », s'enthousiasme le réalisateur. « Montrer que même les cas les plus désespérés peuvent dégager une part de lumière et d'espoir. Quelque part, cette philosophie reste ma ligne conductrice. Je demeure fasciné par cette capacité de l'être humain d'affronter tous les défis, même les plus ardues. Nous possédons une faculté de résilience énorme, qui m'émerveille encore chaque jour ! Malgré tout ce que l'humanité peut traverser comme périodes sombres, cela me donne quand même foi en l'avenir. »

Le fil (rouge) de l'espoir

Un avenir que Thierry Michel imagine à la fois au passé et au futur. Au passé parce que des affinités se sont créées entre lui et plusieurs de « ses élèves », comme il les appelle avec affection. « Certains m'ont invité chez eux, me donnent des nouvelles et m'en demandent. De plus, je vais encore souvent passer la pause de midi ou de dix heures dans cette école. Le futur, je l'imagine en deux temps : je travaille sur plusieurs projets, l'un sera consacré aux hauts-fourneaux liégeois, dont j'ai filmé la destruction depuis la cour du collège Saint-Martin. C'est d'ailleurs comme ça qu'est née l'idée de *L'école de l'impossible*... signe que tout est dans tout. Parallèlement, je m'étais déjà posé la question d'une suite après *Les Enfants du hasard*. Pourquoi ne pas s'intéresser à l'un ou l'autre des protagonistes en particulier ? Voir ce qu'ils deviennent après l'école, vers quelle filière ils s'orientent, avec quel taux de réussite dans leur vie », conclut-il en certifiant une fois encore que, pour lui, « c'est l'humain qui prime ».

D'ailleurs, si son cinéma et ses projets l'ont mené du fin fond de l'Afrique (*Congo River*, *Katanga Business*, *L'Homme qui répare les femmes*...) à la banlieue liégeoise, il existe cependant un fil rouge auquel se rattachent son parcours global et tous ses films : « Les situations désespérées, voire désespérantes, mais avec l'espoir de la lumière au bout du tunnel. » Bref, le signe que tout est possible, même quand on use ses fonds de culotte et ses traumas sur les bancs de *L'École de l'impossible*. 🍀



« L'École de l'impossible »

Documentaire de
Thierry Michel et
Christine Pireaux
BE • 2020 • 102'
Sortie en salle
le 15.09

Folies en scène

Malgré leurs antécédents psychiatriques, ils et elles n'ont pas envie qu'on les réduise à cela. D'ailleurs, qu'est-ce que la folie ? Qui est excentrique, hystérique, qui est fou, qui ne l'est pas ? En ce mois de septembre, une troupe de comédien.ne.s amateur.e.s prend le chemin de l'école pour présenter la pièce « Fou(s)-toi de moi ! » Un impératif pour casser les stéréotypes qui tournent autour de la santé mentale.

Par Amélie Dogot, secrétaire de rédaction
et Nicolas Franchomme, réalisateur « Libres, ensemble »

« Le monde extérieur nous juge un peu de tout, tout le temps de façon différente, mais je trouve que même si je suis en dessous de tout, un fou sera toujours un génie », proclame Lucie pendant une répétition. « Comme dit dans la pièce », poursuit son partenaire, « nous sommes des personnes ! On n'est pas fous, on a un problème de santé mentale, c'est tout. C'est l'extérieur qui est fou ! » Tous deux sont des « Codiens ». Ces adultes, qui ont un problème de santé mentale depuis une plus ou moins longue période, fréquentent le CODE (Centre original de l'expression) du centre psycho-socio-thérapeutique de jour de l'Équipe à Anderlecht. Parmi les activités organisées par le Centre, l'atelier théâtre remporte son petit succès. « Cela m'apaise vraiment ! » s'exclame Jean-Claude Boudart. « Cela m'apporte beaucoup de choses de jouer avec les copains. Avant j'étais introverti. Maintenant, je n'ai plus peur de me mettre en avant et de parler à un public. Mes médecins me l'ont dit : "Continuez, c'est votre médicament !" »

De « Codiens » à comédiens

Après *Être fou, c'est dingue, non ?* en 2019, *Fou(s)-toi de moi !* « donne la parole à des personnes qui rencontrent des soucis de santé mentale et véhicule cette parole auprès d'un public qui ne connaît pas ou qui a des a priori sur la santé mentale ». C'était la volonté de Xavier Dumont, comédien de formation et qui travaille dans le milieu psychiatrique en tant qu'animateur d'ateliers théâtre depuis une trentaine d'années. Pour monter ce spectacle, il est parti d'œuvres du répertoire théâtral, de personnages historiques et de témoignages de patient.e.s. qu'il a récoltés.

En épluchant les témoignages et les textes, le metteur en scène n'avait qu'une seule question en tête : qu'est-ce que la folie et comment s'incarner-elle ? « Je me suis beaucoup attaché à Adèle Hugo, la fille de Victor Hugo, qui a passé quarante ans en asile psychiatrique. Était-elle folle pour autant ? Elle a eu des problèmes



« Fou(s)-toi de moi ! »

Pièce de Xavier Dumont

En tournée dans les écoles bruxelloises en septembre et octobre
code@equipe.be



© Nicolas Franchomme

Dans « *Fou(s)-toi de moi !* », mis en scène par Xavier Dumont, on s'interroge sur la santé mentale. À partir de quand est-on réellement fou ?

de santé mentale, oui, mais cela justifiait-il qu'elle soit enfermée presque toute sa vie ? » Son personnage est récurrent dans le spectacle et d'autres l'accompagnent, car l'histoire regorge de ces *borderline* – comme on les appelle souvent erronément – tels que Winston Churchill, Vincent Van Gogh ou Niki de Saint Phalle, qui ont traversé des moments que l'on a qualifiés de « folie ». En tant que spectateur, c'est aux Codiens et aux Codiennes que l'on s'attache très vite.

Quant à moi, ça ne va pas très bien

« J'ai fait une dépression nerveuse, et mon mari me dit tout le temps que je suis folle », témoigne Kathy Van Loock dans les coulisses. « Je voudrais lui montrer que la dépression, c'est autre chose. » Selon le

contexte, les époques et les milieux, la folie peut désigner « la perte de la raison ou du sens commun, le contraire de la sagesse, la violation de normes sociales, une posture marginale, déviante ou anticonformiste, une impulsion soudaine, une forme d'idiotie, une passion, une lubie, une obsession ou une dépense financière immodérée. Elle peut être passagère ou chronique, latente ou foudroyante, héréditaire ou provoquée. Elle peut être l'expression d'une démesure comme "la folie des grandeurs" ou un simple penchant, comme "la folie douce". Elle peut être "guerrière" ou qualifier un sentiment aussi fort que l'amour. Elle peut aussi bien faire référence à une souffrance extrême qu'à un état spirituel particulier, provenir d'une situation d'exclusion ou être vécue collectivement »¹. La

folie est polysémique et polymorphe. Au-delà des définitions pour le grand public, des manifestations et des symptômes décrits dans le fameux *DSM-5*², il y a avant tout des personnes. Et c'est exactement ce que les Codiens et les Codiennes veulent montrer. *Fou(s)-toi de moi !* ? En tout cas, eux ne se foutent pas de nous. Pour contrer l'ignorance et la bêtise parfois, ils jouent la carte de l'authenticité. « Au travers de ce spectacle, on veut faire comprendre que l'on a des qualités humaines, que l'on est sensibles, que l'on peut être utiles à la société », se défend Sebastian Brodzic. « J'ai eu une crise de folie assez grave il y a quelques années. Ce que je trouve le plus terrible dans la folie, c'est de perdre le contrôle de soi. » Et le Codien d'ajouter : « Les pièces que l'on joue sur la folie ne seront jamais une victoire sur la folie elle-même, mais cela aidera à faire comprendre à la société qu'on existe. »

Le théâtre, un art brut

Les recherches préalables ont également été l'occasion de se rendre compte que le répertoire théâtral est riche en matière de folie. Xavier Dumont a été particulièrement touché par une œuvre de la metteuse en scène française Catherine Anne dans laquelle un parallèle est fait entre son personnage principal et la vie de Vincent Van Gogh. Une lecture en a amené une autre et, de ces fragments de textes, d'histoires fictives ou vécues, de ces chansons créées par celles et ceux qui fréquentent l'atelier chant, le spectacle est né, unique en son genre.

Une fois la sélection proposée, le puzzle construit, les Codiens et Codiennes ont été rejoints par quelques extérieurs.e.s. « J'ai répondu à une petite annonce, on cherchait des comédiens pour un projet de théâtre » raconte Sensi Raya, la partenaire de Jean-Claude Boudart sur scène. « Le thème de la maladie mentale ne m'était pas familier du tout. J'étais un peu sur la réserve au début, par rapport à mon humour, et puis, très vite, j'ai aimé le décalage des autres comédiens. » Et comme dans bien des domaines et des situations, le rire s'invite pour dédramatiser, casser les stéréotypes et décoller les étiquettes. « Tu dis que je suis folle ? Qui dit que toi, tu n'es pas nymphomane ? Toi, éjaculateur précoce ? Toi, frigide ? Et qui dit que le metteur en scène n'est pas obsédé sexuel ? »³ demande Sensi Raya au public, non sans malice. L'alchimie théâtrale opère aussi. En cet après-midi de première au Théâtre de la Vie, après les applaudissements, Codiens et Codiennes tombent dans les bras les uns des autres. Ils ont travaillé dur, répété inlassablement ; le projet arrive à son aboutissement. Si la tension redescend, l'émotion perdure. Un petit grain de folie aussi. 🌱

Libres ensemble

Ne manquez pas « Douce folie », le documentaire de Nicolas Franchomme, qui sera diffusé dans l'émission TV « Libres ensemble » le 5 septembre à 9h20 sur La Une, et ensuite en podcast sur www.libresensemble.be.

1 Définition issue de Wikipédia.

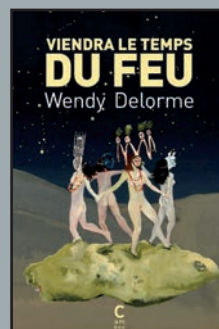
2 *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux* destiné aux professionnels de la santé mentale.

3 Les blagues seront adaptées au public scolaire, cela s'entend !

Brûler pour mieux renaître

Tout commence avec Ève et Louise, survivantes à leur manière, résistantes, à la marge et au-dedans d'une société totalitaire. Leurs récits se répondent pour s'ouvrir ensuite à ceux de Rosa l'ensevelie, Grace l'échappée belle, Raphaël l'uranien et l'enfant « née d'une utopie », bondissant d'une rive à l'autre, d'une époque à l'autre, d'une dissidence à l'autre. Dès les premières lignes, on est entraîné, presque bercé par le rythme poétique d'une prose dans laquelle chaque mot pèse tout son poids. Le voyage littéraire n'est pas sans rappeler *La Servante écarlate* de Margaret Atwood et *Moi qui n'ai pas connu les hommes* de Jacqueline Harpman. On y retrouve l'État totalitaire, les frontières fermées, le désastre écologique, la chute de la natalité puis la reproduction forcée. Et, le symbole est toujours aussi fort, l'interdiction des livres, bien trop dangereux lorsque l'on tente d'asservir toute une population,

les femmes payant comme toujours le plus lourd tribut. On y trouve également la sororité comme moyen de résistance et l'espoir prochain d'une vie nouvelle, une vie fondée sur la solidarité, la résilience et la rébellion. Pour imaginer ses héroïnes, l'auteure et performeuse féministe française s'est directement inspirée des *Guérillères* de Monique Wittig dont elle distille sans nul doute l'esprit.



Manuel de survie laïque en temps de polémique

Les éditions du CAL ont leur *Boîte à outils pour s'initier à la philosophie* depuis déjà quelques décennies, les éditions Minerve ont désormais leur boîte à outils pour contrer les idées reçues sur la laïcité. Et il y a pléthore en la matière ! « La laïcité est un concept poussiéreux, qui n'est plus adapté à nos sociétés modernes où coexistent différentes cultures », « L'intersectionnalité permet de reconnaître la différence, alors la laïcité nie l'histoire individuelle », « La laïcité française est liberticide », « Le devoir de la fraternité entre les peuples impose de ne pas se moquer des religions », « L'obsession de la dénonciation du voile est l'expression d'une politique de droite, voire d'extrême droite, et ne fait que dissimuler une forme de racisme »



ou encore « Pourquoi défendre la laïcité ? Elle n'est pas menacée ! » : au départ de quarante-six assertions fort répandues ou questions souvent posées sur la laïcité, les quatre co-auteur.e.s – philosophe, sociologue, politologue et militant laïque – ont relevé le défi de fournir des réponses courtes et claires. Toutes celles et tous ceux qui se sont un jour plongés dans la laïcité savent que l'exercice n'est pas aisé. On se rend vite compte à la lecture qu'en France, les assises légales et constitutionnelles de la laïcité facilitent les réponses, là où en Belgique, sur le plan politique, on s'interroge encore sur le nom à donner au principe même et s'il faut ou non l'inscrire dans la Constitution.

« Une dystopie où se reflètent les crises que nous traversons aujourd'hui. Un roman choral poétique et incandescent, où l'on parle d'émancipation des corps, d'esprit de révolte et de sororité. Un hommage à la littérature et à son potentiel émancipateur et subversif. » On ne dira pas mieux que l'éditeur – qui consacre par ailleurs toute une collection aux sorcières d'hier et d'aujourd'hui. On ajoutera juste que si l'avenir n'est pas dans la pierre, il sera tout feu tout femme. (ad)



Wendy Delorme, « Viendra le temps du feu », Paris, Cambourakis, coll. « Sorcières », 2021, 272 pages. Prix : 18 euros

Une chose est sûre, de part et d'autre de la frontière, les questions liées au vivre ensemble dans une société multiculturelle sont les mêmes, les débats houleux et les détracteurs de la laïcité semblent partout faire les mêmes raccourcis. Les petits pingouins du dessinateur de presse français Xavier Gorce viennent à bon escient apporter un peu de légèreté dans tout cela. « À un moment de notre histoire où les Lumières de la laïcité sont affaiblies, il est temps d'utiliser cette lampe de poche-là. » (ad)



Renée Fregosi, Nathalie Heinrich, Virginie Tournay et Jean-Pierre Sakoun, « Le Bêtisier du laïco-sceptique », Paris, Merve, 2021, 158 pages. Prix : 13 euros

Soulever le voile

Dans cette nouvelle édition largement remaniée et actualisée de *Fichu voile !* 2011, Nadia Geerts, philosophe, militante féministe et laïque, revient sur les questions autour du voile dans le milieu scolaire, l'enseignement supérieur, la fonction publique et le Parlement, et pointe l'émergence de nouveaux phénomènes tels que le voilement des fillettes. Dix ans plus tard, la situation s'est plutôt aggravée, constate-t-elle. Sous couvert de respect de la différence, des libertés religieuses et individuelles, les atteintes aux principes de neutralité de la fonction publique se sont multipliées. Faute d'avoir adopté une législation claire la garantissant fermement, une insécurité juridique s'est installée ; comme l'illustre, hasard du calendrier, le jugement du tribunal du travail condamnant la STIB pour discrimination à l'embauche, lui enjoignant de renoncer à sa politique



de neutralité. Basant son propos essentiellement sur la symbolique du voile, elle considère que son port ne peut se réduire à l'argument du choix individuel de la femme, qu'il soit religieux ou culturel, car il revêt une indéniable dimension politique. La grande majorité des femmes qui le portent ne sont sans doute pas conscientes de l'idéologie qu'elles véhiculent, postule-t-elle. C'est pourtant le projet politique derrière le voile qui doit éveiller à la vigilance. Car, partout dans le monde, la stratégie islamiste instrumentalise le voilement des femmes. Une banalisation du port du voile est à l'œuvre au détriment des principes universalistes, s'inquiète-t-elle. « Toute critique semble de plus en plus difficile, voire dangereuse, à formuler. » En tant que démocrate, elle se méfie bien sûr du risque d'instrumentalisation xénophobe de ce débat. « Doit-on tolérer le sexisme par peur du racisme ? » interroge Caroline Fourest dans son introduction. Pour Nadia Geerts, il faut à l'évidence combattre les deux. (ac)



Nadia Geerts, « Et toujours ce fichu voile ! », préface de Caroline Fourest, Luc Pire, 2021. Prix : 18 euros

Épidémie et (dé)confinement

Par Xavier De Schutter
Philosophe



Et si, le temps d'un « coup de pholie », l'épidémiologie, qui s'est emparée de nos médias, cédait la place à l'étymologie ? Dans la Grèce antique, les épidémies consistaient en des sacrifices offerts aux divinités qui arrivaient dans le pays – le *dème* –, lorsque leur statue était portée en procession dans un sanctuaire pour assister à une fête. De même, on appelait *apodémies* les sacrifices faits au moment de leur départ. Le terme *épidémia* avait un sens plus large : il désignait « l'arrivée dans un pays », que ce soit d'un dieu, d'une personne, de la pluie, de la guerre ou de la maladie. Inutile de préciser que seule est restée cette dernière acception. Oui, mais voilà : il arrive que, parvenu à destination, on s'installe, on s'implante, pour ne plus repartir. D'où le verbe *épidéméō* « résider dans le pays », « être à demeure ». Dès lors, *épidèmikos* avait le sens de « sédentaire » : est épidémique celui qui reste chez lui.

Si l'on passe du grec au latin, cela donne « être confiné », c'est-à-dire enfermé dans sa chambre, où l'on respire un air qui, bientôt, devient lui aussi confiné, faute d'être renouvelé. Et, comme le disait Pascal,

tout le malheur de l'homme réside dans son incapacité à rester dans sa chambre. Le confinement, source de nos malheurs (tout relatifs, reconnaissons-le), tient à l'interdiction pour un malade (réel ou potentiel, on n'est jamais assez prudent) de quitter sa chambre, qui se retrouve donc en quarantaine. Le mot se compose de *finis* « la limite », au pluriel *finēs* « la frontière ». Car confiner, c'est aussi toucher aux confins, aux frontières du pays. C'est-à-dire se trouver tout proche de son voisin, situation pour le moins vexante lorsqu'on ne peut plus franchir la frontière ni sortir de chez soi ou de son pays. Être épidémique, c'est ne plus être autorisé à fréquenter son *adfinis*, son « voisin », celui avec qui on est censé partager une *adfinitas*, une « affinité » faite de bon voisinage, voire de parenté. Exactement comme deux langues proches parentes sont dites affines.

Ces quelques considérations étymologiques intemporelles nous rappellent cruellement que nous rêvons tous d'une *apodémie* illimitée. C'est quand qu'on (re)part, et on va où pour échapper à la morosité quotidienne et « covidienne » ? 🌿





Pompes Funèbres Générales de Belgique s.a

Entreprise familiale depuis 1875 TIELEMANS - RAULIER - DELRIEU

Chaussée d'Alseberg 19 - 1060 BRUXELLES
Tél : 02/537.05.64. - pfgb.brussels@gmail.com

Funérailles Wyns

**Transferts,
Funérailles, Créations,
Assurances décès,
Contrats personnalisés**

24h/24h

Tél : 02 538 15 60
GSM : 0477 28 76 26

Rue aux Laines 89
1000 Bruxelles
(près de St Pierre & Bordet)

Contact : Dominique Peeren



SOCIETE BELGE POUR LA CREMATION

Association sans but lucratif
Fondée en 1906

Seuls, au service du public,
nous défendons la dignité de l'idéal
crématisé. Faites-vous membre
Assistance, complète
et désintéressée

DOCUMENTATION GRATUITE
SUR DEMANDE ET SANS
ENGAGEMENT

Boulevard Maurice Lemonnier, 1
1000 Bruxelles
02 513 03 96

Annonces

Cycle, émissions, livre... les bonnes énergies

Cycle Brassens Libre-chanteur

100 ANS HORS DES CLOUS !

Cette année, Georges Brassens aurait eu 100 ans. Une occasion que le Centre d'Action Laïque et les Maisons de la Laïcité de la province de Namur saisissent avec joie et gourmandise, histoire de rendre hommage à un artiste tendre, libertaire, humaniste et libre.

Tout au long de 2021, nous vous proposons des ateliers Philo suivis d'ateliers créatifs, des concerts, et des échanges sur les thèmes chers à Brassens : amour, amitié, antimilitarisme, anticléricalisme, liberté, anarchisme...



Plus d'info :

contact@laicite.com – 081 73 01 31
www.laicite.com

ATELIERS PHILO | CONFÉRENCES |
CONCERTS | ATELIERS CRÉATIFS |
ÉCHANGES | ETC

CAL Namur
1401000

ESPACE de libertés

Éditeur responsable

Benoît Van der Meersch

Directeur de la publication

Hervé Parmentier

Rédactrice en chef

Sandra Evrard

Secrétaire de rédaction

Amélie Dogot

Production

Fabienne Sergoyne

Illustrations du dossier

Olivier Wiame

Graphisme

YEBOnographics

Imprimeur

Kliemo (Eupen)

Papier

FSC recyclé

Fondateur

Jean Schouters

Abonnement

10 numéros

Ne paraît pas en juillet - août

Belgique : 20 € • Étranger : 32 €
par virement au compte du CAL :

IBAN : BE16 2100 6247 9974

BIC : GEBABEBB

TVA : BE 0409 110 069

ISSN : 0775-2768

Centre d'Action Laïque
Campus de la Plaine ULB, CP 236
Boulevard de la Plaine
1050 Bruxelles

Tél : 02 627 68 68 • Fax : 02 627 68 01
fabienne.sergoyne@laicite.net
www.laicite.be

Avec l'appui de l'Administration générale de la Recherche scientifique -
Service général du pilotage du système éducatif - Ministère de la
Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le Centre d'Action Laïque s'engage à ce que la collecte et le traitement
de vos données soient conformes au règlement général sur la protec-
tion des données (RGPD), adopté par le Parlement européen le 14 avril
2016 (règlement n° 2016/769). Plus d'infos : www.laicite.be/vi-privee



LES RENDEZ-VOUS RADIO ET TÉLÉ DE LA LAÏCITÉ

www.libresensemble.be



*Libres,
ensemble*

C'est une rentrée sur des chapeaux de roue pour l'équipe de « Libres, ensemble » qui continue de donner la parole à celles et ceux – artistes, travailleuses et travailleurs sociaux, philosophes, politologues, scientifiques, experts – qui, chaque jour, nous éclairent et tentent de rendre notre monde plus solidaire et égalitaire.

TÉLÉVISION

Vous pourrez découvrir nos reportages les **mardis 14 et 28 septembre en fin de soirée sur *La Une*** (rediffusion les lundis 20 septembre et 4 octobre à 23h45 sur *La Trois*).

Rendez-vous aussi les **dimanches 5, 19 septembre et 3 octobre à 9h20 sur *La Une*** pour nos émissions-débats de 28 minutes.

RADIO

Votre rendez-vous de la laïcité est fixé **chaque samedi à 20h sur *La Première***. Chaque semaine, nous tenterons de décrypter les enjeux de notre société et la manière d'envisager le monde de demain.

RÉSEAUX SOCIAUX

Toutes les émissions se trouvent également sur :

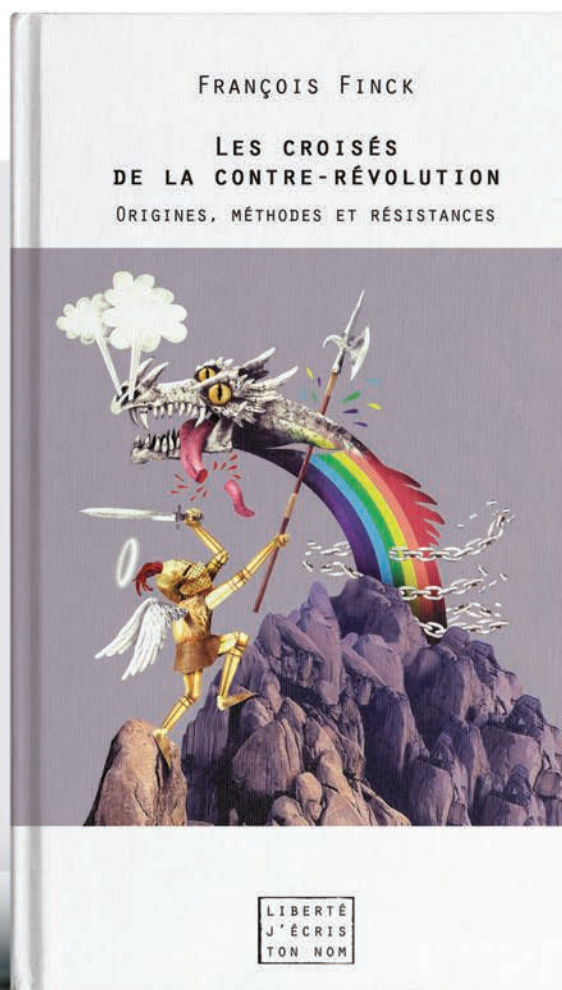
Facebook : @LibresEnsembleCAL

Youtube : Centre d'Action Laïque



Libres, ensemble

LIBERTÉ
J'ÉCRIS
TON NOM



10€ l'exemplaire

En vente directe au Centre d'Action Laïque, sur commande via la librairie en ligne www.laicite.be/publications
ou par virement sur le compte du CAL : IBAN BE16 2100 6247 9974 (frais de port : 3,63 €)
Contact : 02 627 68 11 - cal@laicite.net

Bientôt
disponible
en e-Pub
à 5 €

